

La citoyenneté active

Pour une meilleure société européenne



Comité économique et social européen



La citoyenneté active

Pour une meilleure société européenne

Table des matières

Avant-propos	4
La citoyenneté active: pour améliorer la société européenne	6
Les membres du CESE parlent de leurs initiatives de citoyenneté active	13
Faire profiter la société de ce que l'on a reçu – Pedro Augusto Almeida Freire	14
Les nouveaux droits doivent être défendus – Andrzej Adamczyk.....	16
Une économie saine – Milena Angelova.....	18
Un miroir de la société – Laure Batut.....	20
L'intégration européenne en jeu – Henri Malosse	22
Directeur, soldat et professeur – Pietro Francesco De Lotto	24
Un noble bénévole – Sir Stuart Etherington	26
Un impact sur la société – Benedicte Federspiel.....	28
Artisan de la renaissance d'une société civile active – Mall Hellam	30
Le privé et le public ne font qu'un – Evangelia Kekeleki	32
Just do it! – Waltraud Klasnic.....	34
L'Europe a besoin de citoyens militants – Georgios Dassis.....	36

À la recherche d'horizons plus larges – Juan Mendoza	38
Dans l'intérêt public – André Mordant.....	40
Faire profiter sa propre communauté de sa réussite – Gintaras Morkis.....	42
Un agriculteur espagnol à Bruxelles – Pedro Narro	44
Exaucer un vœu – Michal Pintér	46
Bâtir des alliances au profit de la justice sociale – Oliver Röpke	48
L'initiative citoyenne européenne: une occasion à saisir – Luca Jahier.....	50
Apprendre à déplacer des montagnes – Madi Sharma	52
Un million de voix – Anne-Marie Sigmund.....	54
Une passion pour le progrès – Cveto Stantič	56
Une femme au travail – Dana Štechová.....	58
Le scoutisme, tout simplement – Pavel Trantina	60
Rien sur nous sans nous – Yannis Vardakastanis	62
Aider les citoyens à se faire entendre – Kathleen Walker Shaw	64
Un engagement pour une vie meilleure – Hans-Joachim Wilms	66

Avant-propos



Qu'est-ce qu'un citoyen actif? Il n'existe pas de règles ni de mode d'emploi, et pourtant je suis persuadé que la grande majorité des lecteurs sont capables de reconnaître un citoyen actif lorsqu'ils en rencontrent un!

La citoyenneté active est le ciment qui maintient la cohésion dans la société. Il n'y a pas de véritable démocratie sans citoyenneté active. En effet, une démocratie efficace ne se limite pas à faire une croix sur un bulletin de vote. La mission du Comité économique et social européen est ancrée dans le principe de la démocratie participative. Notre institution vise à renforcer la démocratie représentative en assurant un dialogue permanent

entre la société civile et les responsables politiques. Par définition, une démocratie participative requiert que les individus s'investissent et jouent un rôle actif... sur leur lieu de travail, par exemple, mais aussi en prenant part à une organisation politique ou en soutenant une bonne cause. Peu importe le secteur d'activité, c'est l'engagement en faveur du bien-être de la société qui compte.

Le CESE encourage la citoyenneté active en organisant régulièrement des dialogues, des consultations et des échanges avec un large éventail d'organisations et de groupes d'intérêt à tous les niveaux, qui forment ensemble ce que l'on appelle la «société civile». Ainsi, les citoyens ordinaires disposent d'un pouvoir important, en particulier lorsqu'ils choisissent de s'organiser et de s'exprimer d'une seule voix. La démocratie participative élargit le débat public sur l'intégration européenne ainsi que sur des politiques spécifiques. Elle encourage les gens à jouer un rôle actif dans la vie de leur communauté. Le CESE est une institution qui permet aux citoyens et à leurs organisations de se faire entendre et de participer activement à l'élaboration des politiques européennes.

En encourageant la communication entre l'UE, ses citoyens et les organisations qui représentent leurs intérêts, le CESE informe les Européens des décisions qui sont susceptibles d'avoir un impact sur leur vie et leur permet d'agir et de réagir au niveau approprié. Le Comité contribue à rapprocher l'UE de ses citoyens, à accroître sa transparence et à lui donner une plus grande légitimité démocratique.

Mais la citoyenneté active, c'est aussi faire preuve de solidarité à l'égard des autres, tenter de rendre à la société une partie de ce qu'elle nous a donné et faire tomber les barrières. C'est prouver que les 500 millions de personnes qui vivent en Europe sont interdépendantes et qu'en aidant les autres, nous nous aidons également nous-mêmes.

Le volontariat est un élément important de la citoyenneté active, qui profite aussi bien aux volontaires qu'aux personnes qui bénéficient de leurs services. Comme l'a également souligné la Commission européenne: «Dans certains pays, le secteur est de plus en plus perçu comme un instrument permettant de résoudre des problèmes ou de fournir des services que l'État n'est plus en mesure d'offrir». Cette tendance devrait encore s'accroître avec la crise économique actuelle, qui a pour effet d'accroître la demande de tels services. Cependant, les activités de volontariat ne doivent pas remplacer les emplois rémunérés.

Les jeunes ont besoin de se sentir utiles et de trouver leur place dans la société. La citoyenneté active sous toutes ses formes est un moyen pour eux d'y parvenir. La période actuelle est difficile pour les jeunes de nombreux États membres de l'UE, avec les derniers chiffres du chômage dépassant la barre des 20%. Les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi peuvent facilement se sentir exclus et rejetés par la société. Grâce à cet élément important de la citoyenneté active qu'est le volontariat, ils peuvent s'impliquer dans la vie de la société, apporter une contribution constructive, tout en acquérant de nouvelles compétences et une expérience qui renforceront leur employabilité et leur seront utiles tout au long de leur vie.

«La citoyenneté active est le ciment qui maintient la cohésion dans la société».

La citoyenneté active peut prendre de nombreuses formes. Le présent ouvrage tente d'illustrer le large éventail d'activités entreprises par les membres du CESE dans les sphères professionnelle, politique et du volontariat. Nous espérons qu'il incitera les lecteurs à s'inspirer des modèles présentés et à développer leurs propres activités afin d'apporter leur contribution à la société européenne. Nous voulons promouvoir l'héritage que nous a légué l'Année européenne du volontariat en 2011 et continuer de contribuer à la bonne mise en œuvre de l'agenda politique pour le volontariat en Europe, par exemple en élaborant une charte des droits et des responsabilités des volontaires. Bien entendu, nos travaux relatifs à la citoyenneté active se poursuivront tout au long de l'année 2013, proclamée Année européenne de la citoyenneté.

La citoyenneté active constitue la plus puissante source d'énergie humaine renouvelable, une énergie qui a le potentiel d'éclairer la vie des gens. Nous espérons que les histoires présentées dans cet ouvrage vous inspireront et vous inciteront à devenir un citoyen actif.



Staffan Nilsson
Président du CESE

Mars 2012

La citoyenneté active : pour améliorer la société européenne



Anna Maria avec quelques enfants de l'un des projets Morning Tears

La citoyenneté active est un vaste concept, qui ne se prête guère à la définition et pourtant essentiel au bien-être de la société et de ses membres. Si on leur demande de la définir, nombreux sont ceux qui répondront qu'il s'agit de «donner quelque chose en retour», de reconnaître que nous dépendons tous les uns des autres et qu'en apportant une contribution positive à l'évolution de la société, nous nous aidons nous-mêmes autant que nous aidons les autres.

Dans une société démocratique, tout le monde – les individus comme les groupes – a le droit de participer aux pratiques et aux institutions démocratiques. D'une certaine manière, il en découle l'obligation de

veiller à ce que personne ne soit exclu. Il serait possible d'avancer que la citoyenneté active consiste à trouver un juste équilibre entre les droits et les responsabilités. Mais s'il est aisé d'énoncer des droits dans des déclarations et des chartes, il est moins évident d'énumérer les responsabilités.

Les activités dont on peut considérer qu'elles relèvent de la citoyenneté active sont à la fois nombreuses et variées. Prises ensemble, elles contribuent à construire une démocratie saine et participative. Voter et se présenter aux élections, enseigner et apprendre, soutenir une bonne cause, recycler, défendre l'environnement, militer et être volontaire en sont autant d'exemples. Ces activités peuvent s'inscrire dans un contexte professionnel, politique ou personnel. Elles peuvent avoir une portée internationale, ou plus simplement concerner le voisin d'à côté.

Une chose est sûre : la citoyenneté active est essentielle à la société à tous les niveaux et pour des raisons aussi multiples que les avantages qu'elle procure, qu'ils soient politiques, sociaux, culturels et individuels, pour ne prendre que quelques exemples parmi tant d'autres.

La citoyenneté active se trouve au cœur du rôle du Comité économique et social européen. Dans le présent ouvrage, 24 membres du CESE évoquent leur contribution personnelle, en tant qu'hommes ou femmes d'affaires, syndicalistes, militants et volontaires, et esquissent ainsi une fresque fascinante d'intérêts et de priorités. Tous ont néanmoins pour point commun un sens profond de la solidarité et le souci d'améliorer le bien-être des autres membres de la société.

Le ciment de la société

La citoyenneté active est le ciment qui maintient la cohésion dans la société. Si chaque individu se contentait d'aller au travail, de gagner sa vie et d'agir selon

ses propres intérêts, la société s'effondrerait. En rassemblant différentes générations et différents milieux, la citoyenneté active donne naissance à une solidarité qui – alors que l'espérance de vie s'allonge chaque année – revêt une importance sans cesse croissante pour le bien-être à long terme de la société européenne.

Il s'agit également d'une forme de compétence, car la citoyenneté active requiert de se tenir informé de ce qui se passe autour de nous, d'acquérir et d'articuler des connaissances de façon à pouvoir se forger un avis éclairé, ainsi que de pouvoir et d'oser réagir de manière appropriée, individuellement ou collectivement. La citoyenneté active réalise l'idée que tout un chacun peut contribuer au bien-être de la communauté dans laquelle il vit – qu'elle soit locale, nationale ou mondiale.

La véritable citoyenneté active se fonde sur un ensemble de valeurs fondamentales, notamment le respect de l'État de droit, la démocratie, la justice, la tolérance et l'ouverture d'esprit, ainsi que le respect des droits et des libertés d'autrui.

Par conséquent, elle contribue de manière insigne à renforcer la cohésion sociale. Dans son avis de 2010 sur «l'intégration et l'agenda social», le CESE souligne qu'accroître la participation civique, culturelle et politique des immigrants – entre d'autres termes, encourager leur citoyenneté active – peut favoriser leur intégration plus rapide. Mais les bienfaits de la citoyenneté active ne se limitent pas aux seules personnes issues de communautés ethniques différentes. Elle contribue à estomper différences et incompréhensions, ainsi qu'à stimuler la solidarité entre riches et pauvres, faibles et forts, entre les membres de différents milieux sociaux et en particulier entre générations.

Éveiller la sensibilité sociale dès le plus jeune âge

Naturellement, le CESE n'a cessé de souligner que la citoyenneté active peut contribuer à favoriser l'intégration des enfants et des jeunes dans la société et à leur donner le sentiment d'appartenir à une communauté plus large. Le Comité a formulé des propositions précises afin de renforcer le lien entre la société civile organisée et les écoles. Dans son avis sur «Les activités volontaires: leur rôle dans la société européenne et leur impact», le Comité déclare: «Il est nécessaire de donner une plus grande place, au sein de l'enseignement primaire, aux activités pédagogiques consacrées au développement de la sensibilité sociale et à la participation à la résolution de questions sociales d'intérêt général. On pourrait par exemple encourager la participation des jeunes à des activités importantes et utiles en leur proposant des activités pratiques en option». S'il va de soi que l'apprentissage de la citoyenneté active dans les écoles est essentiel, le développement du sens de la solidarité sociale dépend néanmoins tout aussi fortement de l'éducation que les jeunes reçoivent à la maison.

Dans son avis de 2011 sur l'initiative «Jeunesse en mouvement», le Comité a réaffirmé la nécessité de créer des «instruments promouvant la participation des jeunes à la vie de la société». À cet égard, le CESE n'est pas resté inactif, puisqu'il a lui-même lancé en 2010 l'initiative «Votre Europe, votre avis». Chaque année, le Comité

s'adresse à des écoles de toute l'UE et invite 100 élèves et enseignants à Bruxelles pour simuler les débats d'une session plénière du CESE. Ces élèves apprennent non seulement à formuler des politiques et à défendre leurs idées, mais ils ont également l'occasion de rencontrer des jeunes d'autres pays européens et de développer une compréhension mutuelle et un sentiment durable de camaraderie. «Il convient de promouvoir la citoyenneté active, et plus particulièrement le volontariat, comme une partie naturelle de notre vie, et ce dès l'enfance. Il est donc primordial d'aider les jeunes à prendre de bonnes habitudes», déclare Pavel Trantina (République tchèque), le rapporteur de cet avis.

Le CESE a déjà souligné le rôle que joue la citoyenneté active afin de renforcer le «capital social» des individus et des collectivités, car elle facilite l'établissement de contacts et de liens sociaux, elle renforce la confiance mutuelle et elle contribue au développement social et économique.

Participation et militantisme

L'UE est une démocratie parlementaire, c'est-à-dire que les citoyens élisent directement leurs représentants au Parlement européen. Mais comme le souligne Dana Štechová (République tchèque), la citoyenneté active ne saurait se résumer à voter à intervalles réguliers. Le CESE incarne un modèle parallèle, mais tout aussi important: la démocratie participative, qui encourage les gens à agir en leur propre nom. «La promotion de la démocratie participative est une tâche qui ne s'achève jamais», nous a expliqué M^{me} Štechová lorsque nous l'avons rencontrée. «Il est important de contrer les forces qui voudraient s'arroger trop de pouvoir, souvent au détriment des personnes les plus vulnérables de la société et en totale contradiction avec les valeurs européennes. Nous avons parfois tendance à oublier les principes fondamentaux de l'UE: la paix, la solidarité, la justice sociale et le droit à une vie décente. Ce sont là de bien grands mots, mais ce sont des mots dans lesquels je crois. Il est important de se souvenir de ces principes et de toujours veiller à les défendre».

Une démocratie participative qui fonctionne est un peu comme une voie à double sens. Elle s'appuie sur la contribution d'individus, de groupes et d'organisations et, en retour, elle incite et encourage ces derniers à s'investir davantage, car elle leur fait prendre conscience qu'ils peuvent faire bouger les choses. Le dialogue permanent qu'entretiennent les membres du CESE avec la société civile leur permet d'aider leurs concitoyens à se tenir informés des décisions qui les concernent et à faire connaître leurs opinions et leurs réactions aux décideurs européens. Le Comité est l'enceinte du dialogue civil – un pont entre l'UE et la société civile.

La citoyenneté active, ce n'est pas nécessairement respecter les règles ou se contenter docilement du statu quo. En effet, il n'est pas rare que les citoyens actifs utilisent des processus démocratiques pour contester les règles existantes. Georgios Dassis (Grèce) souligne le rôle important que jouent les syndicalistes qui, au fil des ans, défilent dans les rues afin d'obtenir une amélioration des conditions de travail. Évoquant sa propre expérience de victime d'un régime non démocratique, il rappelle aussi indirectement le danger de ne pas défendre des droits et des libertés trop souvent considérés comme acquis.

Aller plus loin

Mais la société évolue rapidement. Avec le marché unique et une mobilité croissante, les communautés sont de moins en moins soudées et les citoyens ont l'impression de ne plus être en mesure de façonner leur propre environnement. Au niveau européen, nous assistons à une montée de l'euroscpticisme dans l'opinion publique, exacerbé par la crise financière. Pire encore, nous voyons çà et là ressurgir le spectre du nationalisme. Ceci confirme combien il importe de changer l'action politique grâce à une approche ascendante qui associe les citoyens actifs et renforce leur sentiment d'appartenance à une communauté. Henri Malosse (France) et Anne-Marie Sigmund (Autriche) soulignent tous deux la nécessité de développer une citoyenneté européenne active. M^{me} Sigmund estime que l'initiative citoyenne européenne – décrite plus en détail à la page 54 – permettrait d'inspirer une action et une participation transnationales. Dans son avis sur «la citoyenneté européenne et les moyens de la rendre à la fois visible et effective», le CESE souligne la nécessité de forger une identité européenne forte et fondée sur des valeurs communes, en renforçant le dialogue et en soutenant le développement de réseaux citoyens paneuropéens.



Le Comité formule plusieurs suggestions en vue de renforcer l'action transnationale – comme le service volontaire européen pour les jeunes – et d'améliorer les procédures de consultation. Comme cela est clairement affirmé dans l'avis, les citoyens ont besoin de se sentir plus proches de l'UE et d'être mieux informés sur les droits que leur confère la citoyenneté européenne. «Une citoyenneté européenne devrait elle-même être perçue comme (...) une «nouvelle frontière», ouvrant plus de droits, de libertés et de responsabilités».

Dans son avis sur le «programme d'action – citoyenneté active», le CESE souligne combien il importe de tirer les leçons de l'histoire et de préserver la mémoire du passé lorsqu'il s'agit de forger une identité européenne commune. C'est là un thème qui préoccupe tout particulièrement Andrzej Adamczyk (Pologne). En Europe occidentale, les citoyens ont l'habitude d'exercer leurs droits démocratiques; ils le font depuis des décennies, voire des siècles. Les gens deviennent vite blasés. Mais, dans certains pays comme la Pologne, ces mêmes libertés sont relativement nouvelles et inédites. Comme beaucoup d'autres personnes, M. Adamczyk se rappelle très bien qu'il n'y a pas si longtemps, être un citoyen actif pouvait s'avérer très risqué.

Quel rôle pour le volontariat?

D'après le CESE, «les activités volontaires sont indissociables de la citoyenneté active (...) Les citoyens s'impliquent dans la vie sociale non seulement à travers la participation politique mais aussi par la résolution ciblée de problèmes sociétaux.

En s'engageant dans la vie sociale, ils peuvent mettre en pratique une volonté d'action concrète. C'est précisément cette forme de citoyenneté européenne active qui engendre dans nos sociétés un fort sentiment d'appartenance des citoyens à celles-ci. Les activités volontaires peuvent ainsi être considérées comme l'un des meilleurs exemples de participation et donc comme une composante essentielle, voire une condition de la citoyenneté active». C'est également le Comité qui a émis l'idée, dans son avis, de proclamer une Année européenne du volontariat.

Les activités volontaires sont bénéfiques à de nombreux égards. Elles concourent au développement personnel, renforcent la solidarité et la compréhension mutuelle, mais présentent aussi une valeur économique. Au cours d'une enquête sur le volontariat dans l'UE menée par le Parlement européen en juin 2011, 34% des répondants ont cité le maintien et le renforcement de la cohésion sociale comme le premier bénéfice du volontariat. «Pour les volontaires et les bénévoles, une occupation utile du temps libre, le développement des compétences sociales, l'acquisition et la transmission d'expériences constituent des atouts attrayants des activités volontaires», poursuit le CESE.

Ces expériences contribuent également à accroître l'employabilité, surtout chez les jeunes. Dans une communication sur les politiques de l'UE et le volontariat publiée en septembre 2011, la Commission européenne a admis la nécessité d'améliorer la reconnaissance des compétences et des savoir-faire acquis grâce au volontariat. Elle y annonçait également une proposition de «recommandation du Conseil sur la validation de l'apprentissage non formel et informel, y compris la reconnaissance de compétences acquises via le volontariat».

Mais par-dessus tout, ces activités procurent également une très grande satisfaction personnelle. Waltraud Klasnic (Autriche) insiste tout particulièrement sur cet aspect lorsqu'elle déclare: «En aidant les autres, je m'aide un peu moi-même. C'est ce qui me rend heureuse».

Mais le CESE n'a de cesse de répéter que le volontariat ne doit en aucun cas remplacer les emplois rémunérés et que les volontaires ne doivent pas être exploités. Cette question est d'autant plus préoccupante dans le contexte actuel de crise économique. «Il conviendrait de veiller soigneusement à réprimer le réflexe de recourir aux volontaires pour remédier aux incidences négatives de la crise sur nos sociétés», réaffirmait le CESE dans son avis de 2009 sur «L'année européenne du volontariat (2011)». Les activités rémunérées et volontaires devraient être complémentaires et non substitutives.

Des droits, pas des privilèges

Bien que le principe de citoyenneté active soit largement compris, le problème est qu'en matière de volontariat, «chaque pays dispose de notions, de définitions et de traditions différentes», comme le reconnaît la Commission.

On estime que quelque 100 millions d'Européens sont engagés dans des activités de volontariat, où le sport et la culture figurent parmi les secteurs d'activité les

plus populaires. La vice-présidente de la Commission Viviane Reding s'est fixé pour objectif d'augmenter considérablement ce nombre avant la fin de 2011. Mais de fortes disparités se manifestent d'un État membre à l'autre, souvent liées à la manière de comptabiliser les volontaires.

Par ailleurs, dans près d'un État membre sur cinq, le cadre juridique et des règles claires encadrant les volontaires et le volontariat font défaut. Le CESE a appelé de ses vœux la création d'un environnement favorable au volontariat et la suppression des obstacles financiers et juridiques à ce type d'activités.

Le CESE participe au débat en vue d'élaborer une charte européenne des droits et des responsabilités des volontaires, que les États membres seraient tenus d'adopter et d'appliquer. Une approche fondée sur les droits est nécessaire, car il s'agit précisément d'affirmer que le volontariat et la citoyenneté active sont des droits et non des privilèges. Nous devons considérer le volontariat du point de vue des volontaires et tenir compte de leurs besoins et de leurs aspirations.

Les activités volontaires ne sont pas rémunérées, mais elles ont néanmoins un coût. À cet égard, le CESE a plaidé en faveur d'investissements dans les infrastructures et il a réclamé la mobilisation de ressources supplémentaires pour assurer la formation, la coordination et le remboursement des dépenses des volontaires.

Le CESE souligne que les employeurs et les entreprises ont également un rôle à jouer dans la promotion des activités volontaires. De plus en plus de grandes entreprises font preuve de responsabilité sociale lorsqu'elles encouragent les membres de leur personnel à devenir des citoyens actifs. Mais les petites entreprises peuvent également apporter leur pierre à l'édifice. Madi Sharma (Royaume-Uni) dirige une PME qui offre des formations à l'entrepreneuriat. Mais au-delà de ses activités commerciales, elle se rend fréquemment dans des écoles ou partage son expertise avec des femmes victimes de violences domestiques. Son action citoyenne dépasse également les frontières européennes, car elle tente d'améliorer la vie de jeunes Africains touchés par la guerre civile. De la même manière, Juan Mendoza (Espagne) aide les Européens à élargir leurs horizons grâce au tourisme social.

«La citoyenneté active se trouve au cœur du rôle du Comité économique et social européen».

Les prochaines étapes

L'année 2012 a été proclamée «Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle». Elle sera l'occasion non seulement de poursuivre les travaux entamés en 2011, dans le cadre de l'Année du volontariat, mais aussi de sensibiliser l'opinion publique à la thématique de la citoyenneté active dans l'UE. Naturellement, il s'agit là d'un thème qui revêt une importance toute particulière pour les personnes âgées. Le CESE a mis en exergue le lien entre vieillissement actif, solidarité entre générations et citoyenneté active: «D'une part, il permet aux citoyens âgés de continuer de participer à la vie sociale, de faire bénéficier de leur expérience personnelle et de se sentir toujours utiles. C'est également profitable

«Les activités volontaires concourent au développement personnel, renforcent la solidarité et la compréhension mutuelle».

à leur état de santé et à leur qualité de vie. D'autre part, les activités volontaires peuvent favoriser la compréhension entre les générations, en permettant à des jeunes et à des personnes âgées d'œuvrer ensemble sur un projet, d'échanger leurs expériences et de se soutenir».

Waltraud Klasnic (Autriche) et André Mordant (Belgique) font tous deux la preuve qu'être retraité n'empêche pas d'être citoyen actif. Il existe une myriade de manières dont les personnes âgées peuvent continuer à faire profiter la société de leurs connaissances et leur expérience.

Tout au long de l'Année européenne du volontariat, l'Alliance AEV, une coalition de 39 réseaux européens qui regroupe quelque 2000 organisations membres et plusieurs centaines de milliers de volontaires, a œuvré à l'élaboration d'un agenda politique européen sur le volontariat, qu'elle présentera à la Commission. Le Comité a toujours soutenu les travaux de l'Alliance AEV et a appelé à la publication d'un livre blanc qui formule des propositions spécifiques et des actions concrètes pour l'avenir.

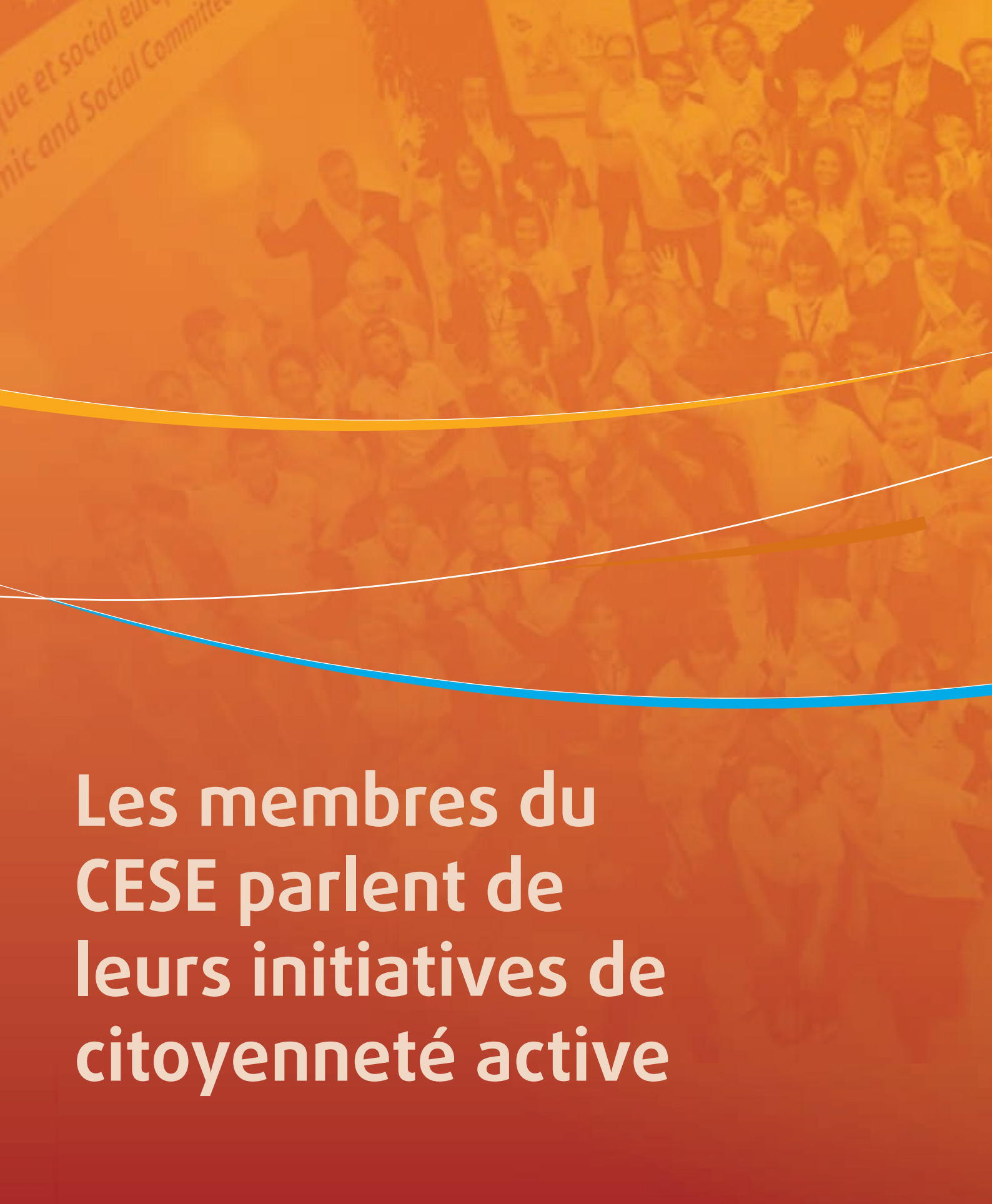
Par ailleurs, il importe que le CESE participe activement à la mise en œuvre de l'initiative citoyenne européenne prévue par le traité de Lisbonne et qui devrait prendre effet en avril 2012. Cette initiative devrait permettre à un minimum d'un million de citoyens européens provenant d'au moins un quart des États membres de l'UE d'inviter la Commission européenne à présenter des propositions d'actes législatifs dans des domaines qui les concernent. Un comité des citoyens composé d'au minimum sept citoyens de l'UE résidant dans au moins sept États membres différents disposera d'un an pour recueillir les déclarations de soutien nécessaires. La Commission aura ensuite trois mois pour examiner l'initiative et décider de la suite à lui donner. Comme le souligne Luca Jahier (Italie), le Comité est la plateforme institutionnelle de l'UE de dialogue avec la société civile organisée, tandis que l'initiative citoyenne européenne est un outil supplémentaire qui permet aux citoyens de faire entendre leur voix à Bruxelles. Ses membres ont ainsi l'occasion d'accroître la visibilité de leurs travaux, qui contribuent à renforcer l'expression d'une véritable identité européenne.

Le présent ouvrage contient moult exemples remarquables de citoyenneté active. Nous espérons que vous prendrez plaisir à les lire. Encore et toujours, le CESE continuera de promouvoir la citoyenneté active dans l'UE, l'une de ses missions premières, car sans citoyenneté active, il ne peut y avoir d'Europe des citoyens.



Anna Maria Darmanin
Vice-présidente – Communication

que et social eur
mic and Social Committe



Les membres du CESE parlent de leurs initiatives de citoyenneté active

Faire profiter la société de ce que l'on a reçu

Pedro Augusto Almeida Freire



Pedro Augusto Almeida Freire a consacré la majeure partie de sa vie d'adulte à créer et à participer aux activités d'un grand nombre d'associations. Cette expérience lui a permis d'accumuler de multiples compétences et une grande expertise dans les domaines des affaires, commercial et éducatif – compétences qu'il partage à présent avec ses étudiants universitaires et avec ses anciens collègues. Il a collaboré à un ouvrage, *Le Code de déontologie*, portant sur une éthique active dans le commerce au Portugal. Pour mener à bien cette entreprise, dit-il, il a fallu faire preuve d'une grande patience et consacrer énormément de temps à s'entretenir et discuter de ce sujet avec diverses parties prenantes. L'ouvrage est maintenant intégré au programme universitaire.

«En tant que vice-président de la Confédération du commerce et des services du Portugal, je prends part à de nombreuses activités. J'offre mon expertise et mes conseils, ce qui me prend beaucoup de temps. C'est une contribution à la société», dit-il, en ajoutant que c'est sa famille, qui ne le voit pas suffisamment, qui en souffre le plus. «Mon temps m'appartient pour un tiers, je rends un autre tiers à la société, à d'autres gens, et c'est également vrai pour mes activités en général», explique-t-il. Le reste de son temps est consacré à sa famille.

Il est membre de plusieurs associations au Portugal. Il siège au conseil d'administration de l'École de commerce de Lisbonne et est membre du Conseil national de l'éducation. L'enseignement supérieur le met en contact direct avec de nombreux jeunes, qui détiennent les clés de l'avenir du Portugal. En tant que coordinateur des stages à l'Université lusophone des humanités et des technologies, il veille à ce que les jeunes démarrent leur parcours professionnel dans des conditions décentes. Mais leur avenir n'est pas toujours garanti. Peu d'entreprises embauchent et nombreux sont ceux qui demeurent sans emploi malgré plusieurs années d'études.

Dans l'avis du CESE sur l'«Exercice de surveillance du marché du commerce et de la distribution» qu'il a rédigé et qui a été publié en janvier 2011, M. Almeida Freire indique que le risque de chômage de longue durée demeure élevé parce que la crise financière actuelle a «engendré dans tous les pays européens des fermetures, des réorganisations, des fusions et des acquisitions d'activités commerciales».

Par exemple, les cinq principaux distributeurs du secteur de l'alimentation représentaient plus de 70% du marché en 2005. Ce quasi-monopole a des répercussions négatives sur les petites et moyennes entreprises (PME). Les PME, d'après l'avis de M. Almeida Freire, «jouent un rôle fondamental en termes d'emploi et de création de valeur ainsi que dans la vie des zones rurales et des centres-villes». Dans ces moments de difficulté financière, la citoyenneté active prend encore plus d'importance.

Maîtriser son destin

«Une citoyenneté active signifie, selon moi, assumer la responsabilité de son propre destin. Nous ne pouvons laisser le gouvernement tout décider à notre place. Il est important que lorsque nous développons certaines compétences, nous les utilisions également au profit de la société», déclare M. Almeida Freire. À l'Université lusophone des humanités et des technologies, où il enseigne également en tant que professeur invité, il parle souvent de ses expériences avec ses étudiants.

Les manuels fournissent des informations et un savoir précieux qu'il explique volontiers, mais en les complétant par sa propre expérience. Les étudiants, par conséquent, finissent par s'intéresser davantage au sujet traité et à s'y impliquer. «Je parle aux étudiants de certaines décisions importantes adoptées au Portugal auxquelles j'ai pris part. Mes étudiants aiment savoir ce qui s'est réellement passé», dit-il, en ajoutant qu'il a notamment participé aux négociations sur la sécurité sociale nationale. «Les étudiants préfèrent les cours où nous discutons de ces expériences à ce qui est écrit dans les manuels».

«Une citoyenneté active signifie, selon moi, assumer la responsabilité de son propre destin».



Maîtriser son propre destin peut en effet constituer une forme de citoyenneté active. Mais c'est ça l'enseignement, explique M. Almeida Freire. Échanger des connaissances, partager des compétences et aider les jeunes à se donner de meilleures chances dans la vie nécessite du dévouement, du temps et un réel désir de changer les choses – pas uniquement au Portugal, mais dans l'Europe toute entière.

Les nouveaux droits doivent être défendus

Andrzej Adamczyk



Andrzej Adamczyk (troisième de la gauche)

«La citoyenneté active est fondamentale. Il est essentiel de s'engager pour des choses que vous estimez importantes, d'améliorer votre propre vie et celle d'autrui et de créer un monde où il fasse meilleur vivre. Cela signifie qu'il faut comprendre les droits dont vous disposez et le rôle qui peut être le vôtre, mais aussi qu'il faut utiliser ces droits et s'engager dans des activités».

Andrzej Adamczyk comprend aussi bien que quiconque la valeur de ses droits civils. En tant que militant syndicaliste sous le régime communiste en Pologne, il a été fortement impliqué dans la lutte de son pays pour la démocratie. Son syndicat,

Solidarność, a été un acteur majeur dans la transformation du pays. «Cela seul pourrait être suffisant», se dit-il. «Mais, à présent, je prends part aux travaux du CESE. On passe donc du cadre national au cadre européen, ce qui est particulièrement intéressant pour moi et pour les Polonais. La Pologne est l'une des nations les plus enthousiastes de l'UE. Cet engagement signifie que je crois au syndicalisme et à l'intégration européenne. Je crois à son utilité non seulement pour la Pologne, mais pour l'Europe dans son ensemble».

Mobilisation

M. Adamczyk affirme qu'il est plus important que jamais, dans cette crise, de s'engager dans le mouvement européen. L'Union européenne devrait être perçue comme une partie de la solution, non comme une partie du problème.

Solidarność est né en 1980. «Tout le monde était mobilisé», rappelle M. Adamczyk. «Il y avait beaucoup d'enthousiasme. Dix millions de personnes participaient à ce mouvement. Ensuite, après son interdiction en décembre 1981, j'étais resté actif

– rien de spécial, mais je distribuais notamment des tracts, chose qui bien entendu était totalement illégale!» Après que le syndicat a été à nouveau autorisé en 1989, M. Adamczyk a commencé à travailler dans un premier temps comme attaché de presse de Solidarnosc, puis au département des relations internationales.

«Quand le processus de transformation s’est amorcé en 1989, l’un des slogans qui revenait le plus souvent était: «Nous faisons partie de l’Europe». Tout le monde comprenait que notre place était dans la Communauté européenne. Nous étions quelque peu déçus, car cela a pris beaucoup plus de temps que prévu!». Mais, en 1989, personne ne pouvait prévoir que tout le bloc de l’Est s’effondrerait, fait-il observer. Avec une longue liste de nouveaux pays attendant leur tour, le processus d’adhésion a été particulièrement long. «Mais cela a peut-être eu du bon», ajoute-t-il, «parce ce que nous avons disposé de temps et que nous nous en sommes servis pour mieux nous préparer à cette adhésion».

Mettre fin au scepticisme

De nombreux événements sont organisés pour célébrer la première Présidence polonaise de l’Union européenne en 2011, et ils bénéficient d’une large couverture médiatique en Pologne, ajoute-t-il. Mais le soutien actif des citoyens est davantage dû aux changements qui ont eu lieu en Pologne depuis le 1^{er} mai 2004. «Ces évolutions sont visibles – notamment si l’on observe la façon dont se développent les infrastructures. La Pologne n’a pas été frappée par la crise aussi durement que l’ont été d’autres pays. Les gens vivent relativement bien et ils le savent – ils savent que cela est lié à notre adhésion à l’Union. Avant l’adhésion, on craignait que le secteur de l’agriculture s’effondre, que les terres soient rachetées par des ressortissants d’autres pays, que les prix grimpent rapidement ... mais rien de tout cela ne s’est produit. En fait, les agriculteurs en ont tiré le plus grand avantage. Aujourd’hui, le scepticisme a quasiment disparu».

Désormais, les activités de M. Adamczyk portent principalement sur les relations internationales, à travers la Confédération syndicale internationale et des organisations telles que le BIT, le FMI et la Banque mondiale. «Nous avons de nombreux contacts avec les syndicats en Europe orientale, notamment dans des pays où ils se trouvent sous pression, comme en Biélorussie. Nous essayons de les soutenir – nous avons fait de même en Russie et en Ukraine. Et nous avons des contacts réguliers avec les syndicats en Géorgie. Ils éprouvent les mêmes difficultés que celles que nous avons connues en Pologne par le passé».

«Il est essentiel de s’engager pour des choses que vous estimez importantes, d’améliorer votre propre vie et celle d’autrui et de créer un monde où il fasse meilleur vivre».



Une économie saine

Milena Angelova



Les conséquences à long terme de l'importante économie informelle de la Bulgarie sont terribles. Parfois appelée «économie parallèle», celle-ci fonctionne au-delà des structures juridiques et de toute autorité. Les recettes fiscales nécessaires à la construction d'infrastructures indispensables, au financement de programmes sociaux et au redémarrage d'une économie mise à mal sont tout simplement perdues. Les personnes les plus touchées sont trop souvent les plus vulnérables.

«Sans citoyenneté active, le phénomène de l'économie informelle continuera de fonctionner au détriment de chaque citoyen et de l'État dans son ensemble», déclare Milena Angelova, membre du CESE. Une citoyenneté active en Bulgarie est essentielle au développement du pays. Les gens sont à juste titre préoccupés par leur avenir. Les jeunes ont souvent du mal à trouver un emploi stable après l'obtention de leur diplôme et sont contraints d'explorer d'autres possibilités de revenus. Cette situation induit un cercle vicieux, mais les gens finissent par comprendre qu'une vaste économie informelle crée des barrières et des obstacles qui nuisent à la société.

Supprimer ces barrières est une tâche à laquelle M^{me} Angelova consacre sa vie. Cette vaste économie informelle engendre une activité criminelle. La perte de recettes fiscales est évidente. Mais les réseaux criminels associés font peser un fardeau supplémentaire sur un État qui est déjà aux prises avec un chômage élevé et la faiblesse des salaires.

Une économie plus saine pour une société meilleure

M^{me} Angelova est la secrétaire générale de l'Association du capital industriel de Bulgarie (BICA). La BICA intervient comme modérateur dans les négociations entre les partenaires sociaux et les entreprises. Son objectif principal est de représenter les organisations d'employeurs au niveau national et de contribuer à favoriser la compétitivité des entreprises bulgares sur le marché mondial. La création d'un environnement adéquat pour les entreprises et respectant la réglementation a des répercussions positives pour la société dans son ensemble.

«L'un de nos objectifs est d'améliorer l'environnement socioéconomique», dit-elle. «Nous pouvons le faire en réduisant et en prévenant le développement de l'économie informelle, ainsi qu'en améliorant les conditions de travail».

Les gens qui ont des contrats de travail jouissent de droits garantis. Ils cotisent à un régime de retraite; ils cotisent à un système de soins de santé et, lorsqu'ils en ont besoin, l'État leur fournit des services pour garantir leur bien-être. Une société saine signifie qu'il faut éradiquer la corruption et promouvoir l'égalité des droits. Cela implique également d'offrir aux gens une éducation convenable, d'améliorer les conditions de travail et de garantir la sécurité sociale ainsi qu'un revenu décent. Pour l'essentiel, le travail de BICA et de M^{me} Angelova concerne les gens.

Comprendre l'économie informelle

En effet, depuis quelques années, BICA travaille sur un projet à long terme visant à faire la lumière sur l'économie informelle bulgare. Son objectif est de limiter et de prévenir l'expansion de l'économie informelle. Obtenir des résultats et comprendre le mode de fonctionnement de l'économie informelle requiert la mobilisation de personnes de tous horizons.

«Nous avons effectué un grand nombre d'enquêtes, d'entretiens et de recherches auprès de plus de 4000 personnes issues de différents secteurs d'activités, ainsi qu'auprès de plus de 650 entreprises. En outre, nous recevons des appels de centaines de citoyens sur une ligne d'assistance téléphonique spécialisée. Ils nous apportent des informations précieuses sur l'économie informelle», déclare M^{me} Angelova. Jusqu'ici, les recherches indiquent que l'économie informelle bulgare prospère dans le tourisme, la construction d'infrastructures, les soins de santé et l'industrie de transformation du lait. Trouver des solutions exige de venir en aide aux gens, d'identifier leurs préoccupations et de leur proposer des solutions sur mesure.

«Nous avons effectué un grand nombre d'enquêtes, d'entretiens et de recherches auprès de plus de 4 000 personnes issues de différents secteurs d'activités».



Un miroir de la société

Laure Batut



Laure Batut déclare qu'elle a été une syndicaliste militante tout au long de sa vie professionnelle. Dans les années 80, elle a quitté le service des douanes français et commencé à travailler pour le mouvement syndicaliste; elle se consacre à présent à l'Union européenne et aux relations internationales au sein de son organisation, la CGT-FO. C'est par son activité syndicale qu'elle exprime son engagement en faveur d'une citoyenneté active.

L'une de ses responsabilités les plus importantes a été de former les membres des syndicats pour qu'ils comprennent et participent à l'UE. «En tant que douanier principal, j'étais déjà étroitement impliquée dans les questions européennes, l'Union douanière ayant été l'un des premiers aspects de l'unité européenne à devenir une réalité», fait-elle observer. De 1985 à 2004, Force Ouvrière a organisé chaque année des séminaires de deux semaines consacrés à l'UE et au rôle des syndicats en son sein.

L'histoire de l'activité des syndicats en Europe est longue, depuis la fondation de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951. «Tous nos militants, jeunes et moins jeunes, devraient connaître et comprendre cette histoire», explique M^{me} Batut, «afin de savoir quelle position adopter. Cela a été l'une de mes missions, et cela a été un plaisir pour moi, car l'UE a constitué le premier exemple de solidarité politique internationale du vingtième siècle».

Comparer les expériences

Elle a tenu à inviter des syndicalistes d'autres pays à prendre part aux séminaires, et à les faire venir d'Allemagne, d'Autriche, du Danemark, de Grèce, d'Italie et du Royaume-Uni. Elle a également demandé à des attachés de différentes ambassades à Paris de venir parler des droits sociaux dans leur propre pays, en permettant à des syndicalistes français de comparer leurs propres expériences.

«Ce furent des moments inoubliables», ajoute-t-elle, «parce que nos membres ont vu arriver des étrangers, mais qu'au moment de se quitter, ils étaient des amis, partageant les mêmes problèmes».

«Je ne sais comment évaluer les bénéfiques», admet M^{me} Batut. Elle estime toutefois qu'à l'issue de ces séances, leurs participants avaient acquis une connaissance approfondie de l'UE. Par le passé, la demande concernant de telles formations était très forte, car personne d'autre ne les proposait – ni dans les écoles, ni sur les lieux de travail, où que ce soit en Europe. «Pour parler franchement, quiconque veut être un citoyen européen doit être autodidacte, où qu'il se trouve», dit-elle, «et je l'ai confirmé auprès de mes collègues».

Certaines de ses activités ont attiré des personnes des territoires français d'outre-mer. «Elles étaient même plus exigeantes – parce qu'elles étaient encore plus intéressées par cette thématique. Pendant de nombreuses années, elles ont eu une attitude favorable à l'égard de l'Europe. Mais, suite au traité de Lisbonne et à la réorientation de l'UE en faveur de la croissance économique, au détriment de l'Europe sociale, les gens s'en sont détournés. Nous n'organisons plus de cours d'information, parce qu'il n'y a pas de demande».

«La citoyenneté active est toujours un plus, et je pense que la société numérique permettra de la faire évoluer».



Une désillusion grandissante

Les syndicats sont un miroir de la société européenne, fait-elle remarquer, ils représentent toutes les professions, les jeunes et les vieux, les femmes et les hommes; les décideurs devraient donc être attentifs à leurs opinions. Aujourd'hui, en particulier depuis la crise, elle ressent un malaise profond parmi les membres, qui ont le sentiment de ne plus être écoutés. «Les gouvernements ne veulent plus de l'UE», soutient-elle. «Ils veulent des relations intergouvernementales. Mais cela ne motive pas les gens».

M^{me} Batut signale que, par le passé, elle a utilisé à bon escient les fonds européens, par exemple pour produire des informations sur les droits des femmes, mais, qu'à présent, ces fonds sont également plus difficiles à obtenir. Les ONG et les syndicats ont besoin de petites subventions pour leurs activités, mais l'UE s'intéresse uniquement au financement des grands projets, et la CES a donc repris la gestion des budgets.

«La citoyenneté active est toujours un plus, et je pense que la société numérique permettra de la faire évoluer», estime-t-elle. Grâce à l'internet, les citoyens seront de plus en plus en mesure de définir leurs propres programmes plutôt que d'accepter des politiques venues d'en haut. Mais les gens ont besoin d'une meilleure formation numérique pour tirer pleinement parti des possibilités qui s'offrent à eux.

L'intégration européenne en jeu

Jean Monnet a dit et écrit «Nous ne coalisons pas des États, Nous unissons des peuples!» mais après plus de cinquante ans de construction européenne, on doit bien constater que ses préconisations n'ont pas été suivies. Le sentiment d'identité européenne commune est très diffus, il n'y a ni médias européens, ni courants d'échanges culturels ni réelle mobilité entre les jeunes en dehors des étudiants. La citoyenneté active dans l'Union européenne est donc encore aujourd'hui un leurre et on peut le constater avec les taux de participation de plus en plus bas aux élections européennes. Il en va de la survie et de l'avenir de la construction européenne. C'est la raison pour laquelle j'appelle le CESE à relever le défi de l'identité européenne et de proposer des projets concrets pour rendre l'Europe visible, concrète et effective pour les citoyens. C'est là l'ambition que je voudrais bien donner au CESE pour les années qui viennent.

Henri Malosse

Président du groupe des Employeurs du CESE



Directeur, soldat et professeur

Pietro Francesco De Lotto



Pietro Francesco De Lotto a été engagé dans la citoyenneté active durant la majeure partie de sa vie adulte. Pour lui, explique-t-il, cela représente plus qu'un simple devoir. Il regrette toutefois que la citoyenneté active demeure largement sous-estimée en Europe. «Il est difficile de mesurer correctement l'activité sociale des gens», dit-il. Mais pour M. De Lotto, les expériences et les gens qu'il a rencontrés et qu'il continuera à rencontrer dans le cadre de ses activités représentent une valeur inestimable. «C'est l'aspect de ma vie le plus enrichissant», déclare-t-il en parlant de la citoyenneté active. «Rien ne pourrait le surpasser sur le plan professionnel», ajoute-il avec un large sourire.

Une solide éthique de travail

M. De Lotto est à la fois directeur, professeur d'université et soldat. Il enseigne l'économie internationale à l'université de Trieste depuis 25 ans, et est officier dans la réserve de volontaires de l'armée italienne depuis quatre ans et demi. Il est également directeur général de Confartigianato Vicenza, une association qui représente et protège les petites et moyennes

entreprises (PME) dans la région de Vénétie, au nord de l'Italie. L'association, qui a été fondée au lendemain de la seconde guerre mondiale, épouse des valeurs qui promeuvent le travail, le bien-être et la qualité de vie. Elle valorise le sens de l'effort et de l'engagement et encourage l'innovation et l'esprit d'entreprise. En effet, la région bénéficie déjà d'un sens inné de l'entrepreneuriat qui s'exerce dans des secteurs économiques traditionnels de fabrication de produits destinés à l'exportation. L'ensemble est cimenté par une bonne cohésion sociale. Et cela porte ses fruits: la Vénétie est la troisième région la plus riche d'Italie en termes de PIB total.

Une région dévastée par les inondations

M. De Lotto est convaincu que l'esprit de solidarité est profondément ancré dans la mentalité italienne. «Il y a tant de gens en Italie qui croient en la solidarité», affirme-t-il. «Elle nous permet, en tant qu'êtres humains, de nous épanouir pour nous engager davantage». Cette solidarité se remarque surtout en temps de crise.

Lorsque les gens souffrent, de parfaits étrangers sont prêts à offrir leur aide, soit directement soit via des dons. M. De Lotto a été témoin de tels élans de solidarité – y compris dans sa propre région.

En novembre dernier, des inondations ont ravagé la Vénétie, détruisant des milliers d'hectares de terres agricoles. L'agriculture dans la région est l'une des plus productives d'Italie. Mais plus de 150 000 têtes de bétail ont péri lors de cette catastrophe et les récoltes de légumes et de fruits n'ont pas été épargnées. De nombreux agriculteurs ont vu, avec horreur, leurs sources de revenus disparaître sous leurs yeux. Immédiatement après cette catastrophe, M. De Lotto et son association ont travaillé avec la Croix-Rouge pour mettre sur pied des groupes locaux chargés de venir en aide aux personnes les plus touchées. La tâche était immense, mais les gens ont fini par reprendre le dessus et ont commencé à se reconstruire.

«Je crois en l'engagement personnel. Je crois que l'Union européenne pourrait prendre une nouvelle dimension en promouvant un nouvel idéal social pour tous».

Une ouverture sur le monde

Cependant, ces actions ne se limitent pas à la Vénétie ou à l'Italie. Au cours de ces deux dernières années, M. De Lotto et son association ont également organisé des séminaires internationaux de formation intensive sur les droits de l'homme ainsi que sur la création et le développement de PME. Nombre d'entre eux se sont tenus au Guatemala et à Madagascar, des régions où le devoir civil et la citoyenneté active jouent un rôle essentiel.

«Je crois en l'engagement personnel. Je crois que l'Union européenne pourrait prendre une nouvelle dimension en promouvant un nouvel idéal social pour tous», ajoute-t-il. M. De Lotto a rejoint le Comité économique et social européen en septembre 2010. Il parle l'anglais et le français et est membre du Groupe I où il s'occupe des questions relatives au marché unique, à la production et à la consommation ainsi que des relations extérieures. Il a également participé à l'élaboration du récent avis du CESE sur la politique de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme.

Un noble bénévole

Sir Stuart Etherington



En juin de l'année passée, la Reine Elizabeth II a anobli Sir Stuart Etherington en reconnaissance de son action en faveur de la citoyenneté active. Son engagement vis-à-vis de la communauté, de la jeunesse et de la société civile a pour but d'encourager les gens à s'impliquer dans des activités bénéfiques pour l'ensemble de la société. À cet engagement s'ajoutent son travail acharné et son dévouement en faveur non seulement des jeunes marginalisés avec qui il travaille à l'université de Greenwich à Londres, mais aussi de l'art.

Sir Stuart Etherington aime l'art classique et en particulier le théâtre grec antique. Il se rappelle avoir assisté à une représentation d'une petite

troupe de théâtre grec à Londres. Captivé par ce qu'il avait vu sur scène, il lui avait envoyé un don. Il a depuis lors pris la tête d'un petit cercle d'admirateurs qui, grâce à leurs contributions et des activités de collecte de fonds, permettent à la jeune compagnie de survivre et de mettre en scène des pièces très politiques telles qu'*Œdipe Roi* de Sophocle ou *Médée* d'Euripide.

Le théâtre grec classique, une leçon pour tous


«Je suis fasciné par le théâtre grec classique. Malheureusement, les représentations sont très rares à Londres» déclare Sir Stuart. La troupe remet les pièces au goût du jour et les joue dans des écoles, où les jeunes étudiants découvrent ces intrigues particulièrement tortueuses. «L'art se situe à la marge» explique Sir Stuart, qui est également Fellow de la Royal Society of Arts et membre de la Dickens Society. «Mais ces représentations dans des écoles possèdent également une valeur éducative pour les jeunes».

De telles activités sont essentielles dans sa vision de la citoyenneté active, qu'il considère comme vitale pour l'avenir de la démocratie. «Les démocraties matures et stables ne peuvent le rester que si elles tiennent compte de l'avis des citoyens. Les jeunes se forment aujourd'hui un engagement social qui les aide dans le cadre de leur travail et dans leur vie personnelle», explique-t-il.

Citoyenneté active et engagement politique

Sir Stuart dirige, à l'université de Greenwich, un programme d'insertion sociale qui aide les étudiants issus des minorités à trouver leur voie, trop souvent injustement semée d'embûches. Il consacre beaucoup de temps à discuter avec des jeunes, en particulier avec ceux qui n'ont plus les moyens d'aller à l'université.

«Pour maintenir l'Europe en vie, nous devons combiner citoyenneté active et engagement politique».



Pour lui, les manifestations menées à travers le pays par les étudiants pour protester contre les coupes budgétaires envisagées dans l'enseignement supérieur et l'augmentation des frais d'inscription à l'université témoignent de la disposition de l'être humain à relever des défis et à croire en un avenir meilleur. «Pour maintenir l'Europe en vie, nous devons combiner citoyenneté active et engagement politique», déclare Sir Stuart. À l'université, «les étudiants sont vivement encouragés à s'engager dans le bénévolat», fait-il remarquer, ajoutant que c'est souvent dans le cadre de ces activités qu'ils apprennent l'engagement civique. «C'est là qu'ils deviennent des citoyens plus actifs».

Secrétaire général du Conseil national des organisations bénévoles (National Council for Voluntary Organisations, NCVO), Sir Stuart a une vision experte de la citoyenneté active. Le NCVO est le principal organisme de tutelle du secteur du bénévolat en Angleterre. Son objectif consiste à encourager les gens à faire avancer les choses au sein de leurs communautés dans les domaines du bien-être, de la cohésion sociale, du changement climatique et de la sécurité financière. Il représente 8 400 organisations bénévoles à qui il offre un large éventail de services allant du financement à la gestion des volontaires.

Le conseil publie également, chaque année, un almanach qui reprend les tendances, les avancées et les statistiques relatives au secteur du bénévolat. Le *Civil Society Almanac* a pour objectif d'aider à informer et à élaborer des politiques publiques contemporaines concernant la société civile. Dans le dernier numéro, Sir Stuart insiste particulièrement sur la citoyenneté active, qu'il décrit comme un «fondement de la participation» et donc comme une priorité permanente des travaux du NCVO en matière de politiques publiques.

Un impact sur la société

Benedicte Federspiel



«Mes journées sont longues et je travaille également le week-end, mais c'est mon choix!» Benedicte Federspiel est juriste au Conseil danois de la consommation, à Copenhague. Combiner un emploi à temps complet très prenant et sa mission au sein du CESE ne lui laisse que très peu de temps libre. Durant ses moments de loisirs, elle se consacre à sa famille. C'est un choix de vie.

Le Conseil danois de la consommation, fondé en 1947, est le plus ancien organisme de ce type en Europe. Après 40 ans passés en son sein, dont 20 en tant

que directrice, Benedicte Federspiel connaît l'organisation sur le bout des doigts. «Les plus jeunes viennent me demander des informations et des conseils», observe-t-elle.

En tant qu'organisme indépendant employant environ 100 personnes, auxquelles il faut ajouter 83 000 particuliers et plus de 25 organisations membres, le conseil possède une voix très influente dans un petit pays comme le Danemark.

«Nous sommes consultés sur toutes les questions qui concernent les citoyens et les consommateurs. Nous couvrons tous les sujets: alimentation, médicaments, services financiers, produits chimiques, télécommunications, énergie, protection des données... Le secteur de la consommation touche à presque tous les aspects de la vie». Les membres sont issus de mouvements écologistes, d'organisations scolaires, et sont parfois même des personnes âgées. «Par le biais de nos activités, nous nous adressons aux citoyens ordinaires et nous les aidons à s'aider eux-mêmes».

Passer au niveau supérieur

Le conseil dispose de 400 «agents de marché» bénévoles qui contrôlent les fournisseurs de produits et de services au niveau local. Il coordonne également une enquête menée auprès de 3 000 personnes aux quatre coins du pays. Il reçoit de très nombreuses demandes et plaintes et collabore avec les industries de la finance, de l'immobilier et du tourisme au sein d'organismes mixtes chargés de traiter les griefs individuels. «Nous pouvons prendre des mesures pour faire remonter les problèmes et les plaintes des citoyens au niveau supérieur, par exemple au parlement ou au médiateur des consommateurs, ou bien demander aux chaînes de télévision de traiter ces sujets», explique M^{me} Federspiel.

Son travail est en grande partie lié à l'UE, qui régleme le marché unique. M^{me} Federspiel a été présidente de l'organisation des consommateurs européens, le BEUC, et de l'ANEC, qui défend les intérêts des consommateurs dans le cadre de la normalisation. Au moment de mettre en œuvre la législation européenne, «nous discutons avec les responsables politiques et nous faisons pression sur eux pour qu'ils votent des textes favorables aux consommateurs». Nous tentons de relayer l'opinion des consommateurs sur toutes les questions sur lesquelles Bruxelles est susceptible de légiférer et nous faisons part de nos observations lorsque des projets de directive paraissent insuffisants ou doivent être révisés. Au Danemark, il est admis que les responsables politiques doivent être à l'écoute de tous les points de vue, de l'industrie comme des consommateurs. Cela fait partie de la démocratie», ajoute-t-elle.

«Nous pouvons donner un certain pouvoir aux consommateurs, mais nous devons également les protéger. On ne peut pas toujours tout savoir. Comment les gens peuvent-ils, par exemple, savoir si un ingrédient présente un danger potentiel?» Deux magazines, consacrés respectivement aux conseils d'ordre général aux consommateurs et aux sujets financiers, publient des essais de produits et services. «Nous avons besoin d'experts pour étayer chacune de nos études – s'entourer de personnes bien intentionnées ne suffit pas. Nous devons asseoir nos arguments sur des preuves et nous montrer professionnels».

Mme Federspiel insiste sur le rôle essentiel que joue le conseil dans la société danoise. «Nous sommes extrêmement influents». Nos équipes répondent à des centaines de demandes des ministères et aident les parlementaires à élaborer des propositions de loi en pointant les domaines qui permettront d'améliorer la vie des consommateurs. «Je suis épuisée rien qu'en pensant à tout ce que nous faisons!» dit-elle en souriant.

Rester actif

Le conseil est également très présent dans les médias et régulièrement consulté par les journalistes. «Ils ont besoin d'entendre notre point de vue. Mais il s'agit surtout d'une question de confiance. Si nous venions à perdre cette confiance ou à publier un document qui n'a pas été bien réfléchi, nous nous mettrions hors jeu».

«Si vous voulez vivre dans une société à laquelle vous pouvez dire que vous avez contribué, il est important d'adopter un comportement actif. Il est trop facile de simplement s'asseoir en se disant que tout va mal».

«J'ai choisi de travailler sur les questions de consommation parce qu'elles me semblaient extrêmement intéressantes. Je n'ai pas changé d'avis!» Les sujets évoluent en permanence, apportant sans cesse de nouveaux défis. Citons, par exemple, les nanotechnologies, la protection de la vie privée et le monde du numérique. «Il n'y a aucune limite».

«Il est trop facile de simplement s'asseoir en se disant que tout va mal».



Artisan de la renaissance d'une société civile active

Mall Hellam



Mall Hellam (centre)

L'occupation soviétique de l'Estonie mise en place après la seconde guerre mondiale a brutalement pris fin le 20 août 1991. Après avoir vécu sous le joug soviétique pendant 50 ans, la population anxieuse attendait sa libération.

L'Estonie avait déjà déclaré son indépendance vis-à-vis de la Russie et proclamé sa souveraineté une première fois, en 1918. Mais le pays avait de nouveau été annexé de force par l'Union soviétique en 1940. Aujourd'hui, le 20 août est considéré comme le jour de la restauration de l'indépendance de l'Estonie.

Les chars soviétiques

Mall Hellam, membre du CESE, et ses compatriotes de la Société hongro-estonienne (Mall Hellam est diplômée de l'université de Eötvös Lóránd à Budapest) s'étaient réunis pour célébrer la fête nationale hongroise il y a plus de 20 ans.

«La tension était palpable, le putsch avait commencé à Moscou et les chars se dirigeaient vers Tallinn», se rappelle M^{me} Hellam. «Les gens n'avaient aucune idée de ce qui allait se passer et nombre d'entre nous pensaient que la lueur d'espoir que nous avions entraperçue allait de nouveau s'éteindre». Un nouvel avenir était cependant en marche, annonçant un renouveau de la société civile et de la citoyenneté active.

Alors que les chars poursuivaient leur lente progression vers la ville, M^{me} Hellam et ses collègues ont adressé une lettre à plusieurs ambassades étrangères. Ils y déclaraient que l'Estonie ne plierait plus jamais devant une dictature totalitaire. «Notre lettre débutait par un vers du célèbre poète hongrois Sandor Petöfi. Le poème commence par *Debout, Hongrois, la patrie nous appelle!*»

Ces événements ont eu une profonde influence sur M^{me} Hellam. Dix ans plus tard, elle a participé à l'élaboration d'une stratégie pour la société civile estonienne naissante.

Une société civile naissante

Au début, il n'existait que quelques organisations civiques. Elles se sont multipliées au fil des années. La fondation Open Estonia Foundation, dirigée par M^{me} Hellam depuis 1990, y a beaucoup contribué. M^{me} Hellam et ses collègues aident à construire et à façonner la société civile et tiennent à afficher leur solidarité avec les ONG qui poursuivent le combat dans d'autres domaines. En 2007, ils ont élaboré le premier manifeste commun des ONG estoniennes.

«Rassembler quelques personnes enthousiastes et rénover un arrêt de bus dans le village de pêcheurs de Käsmu, au nord de l'Estonie, est un bon exemple de ce qui peut être réalisé pour votre communauté», dit-elle. En 2004, elle s'est rendue à Kiev pour soutenir ses amis ukrainiens qui s'étaient regroupés sur la place Majdan au lendemain de l'élection présidentielle. «Mes amis ukrainiens, qui défendaient la démocratie et les valeurs propres à une société ouverte, ont particulièrement apprécié le soutien apporté par leurs amis estoniens pendant les élections présidentielles», explique M^{me} Hellam.

Cela fait 20 ans que M^{me} Hellam dirige la Société hungro-estonienne, qui rassemble des personnes entretenant ou ayant entretenu des relations avec la Hongrie. «Ces gens ont aimé et aiment toujours beaucoup ce pays ainsi que son peuple, sa culture et sa littérature. Chaque année, nous célébrons les fêtes nationales hongroises et nous essayons de donner des conseils et des informations à ceux qui souhaitent en savoir davantage sur la Hongrie», dit-elle, ajoutant que les Hongrois fêtent également la Saint-Étienne, le 20 août, en mémoire de la fondation du pays il y a plus de mille ans.

L'engagement personnel de M^{me} Hellam pour une société plus juste est lié au passé tumultueux du pays. La liberté de s'engager et d'être actif en tant que citoyen joue un rôle crucial au niveau des décisions politiques. «Les citoyens actifs sont en mesure de demander des comptes à leur gouvernement et de veiller au respect par celui-ci de l'état de droit», déclare-t-elle.

Dans le bureau qu'elle occupe en sa qualité de directrice exécutive de la fondation Open Estonia et de cofondatrice du Réseau des organisations estoniennes à but non lucratif, M^{me} Hellam continue d'œuvrer au développement d'une société ouverte et juste. Toute société démocratique repose sur une société civile dynamique et active et une citoyenneté engagée. «Les citoyens actifs ont le pouvoir d'influencer toutes les décisions qui nous influencent», conclut-elle.

*«Les citoyens actifs ont
le pouvoir d'influencer
toutes les décisions
qui nous influencent».*



Le privé et le public ne font qu'un

Evangelia Kekeleki



Evangelia Kekeleki (centre)

Défendre les droits des consommateurs grecs est une passion à temps plein pour Evangelia Kekeleki. Cette dernière est secrétaire générale du Centre grec de protection des consommateurs (KEPKA), où sa seule satisfaction est de voir la justice s'imposer face aux pratiques commerciales peu scrupuleuses.

«Les gens connaissent vaguement leurs droits, mais ils ne savent pas comment les faire respecter», déclare-t-elle. M^{me} Kekeleki se rappelle le cas d'un retraité de 75 ans qui ne parvenait plus à rembourser sa dette de carte de crédit. La banque avait alors saisi toute sa pension, le laissant sans ressources. «J'ai appelé le directeur de la banque et je lui ai dit que ce qu'il avait fait était illégal et qu'il devait prendre les mesures nécessaires pour prélever une petite partie de la pension, mais pas sa totalité» poursuit M^{me} Kekeleki.

«Le lendemain, le vieil homme touchait à nouveau toute sa pension», dit-elle ajoutant que le retraité en pleurait de joie. «Le pouvoir de notre organisation a évidemment pesé dans la balance dans ce cas-ci. Notre crédibilité et notre indépendance dont nous avons fait preuve au cours de ces 29 dernières années ont, en effet, fait de nous un acteur très respecté».

«Dénoncer les abus est une tactique qui porte ses fruits», déclare M^{me} Kekeleki. Selon elle, cette stratégie constitue le seul moyen efficace pour convaincre les entreprises de réparer leurs torts. Heureusement, la plupart des entreprises règlent les problèmes immédiatement et sans rechigner dès qu'elles se rendent compte qu'elles ont violé les droits des consommateurs.

Un retour à la démocratie de la Grèce antique

«Citoyenneté active signifie participation. Si vous n'êtes pas actif, vous n'êtes pas un citoyen», affirme M^{me} Kekeleki. La notion de citoyenneté active, explique-t-elle, remonte à la démocratie athénienne lorsque les citoyens participaient activement à la société et à la gouvernance. Le terme de citoyen implique cette notion d'activité. Ceux qui ne participaient à la société ou qui n'essayaient pas d'influer sur les décisions prises en leur nom étaient méprisés. En effet, le dernier article de la constitution grecque dispose que la défense de la démocratie se trouve entre les mains du peuple.

«En participant à la société, nous nous approprions les questions publiques. Le privé et le public ne font qu'un et nous devons considérer l'espace public comme une maison», dit-elle.

Une économie en pleine libéralisation exige un renforcement des droits des consommateurs

Dans la Grèce d'aujourd'hui, il est particulièrement important de sensibiliser les gens à leurs droits en tant que consommateurs. Parfois, les entreprises qui vendent un produit défectueux refusent de le réparer, de le remplacer ou de le rembourser. «Leur attitude change radicalement une fois que nous intervenons», constate M^{me} Kekeleki.

La libéralisation de l'économie grecque signifie que le nombre de fournisseurs de télécommunications a augmenté. Les consommateurs ont, par conséquent, davantage de choix. «Au début de la libéralisation du secteur des télécommunications, nous avons constaté un triplement des plaintes en seulement quelques mois. Nous avons mené nos enquêtes et nous avons découvert que de nouveaux fournisseurs privés avaient fait leur entrée sur le marché, mais qu'aucune règle n'avait été établie pour protéger les consommateurs dans cette nouvelle configuration. Nous avons donc fait pression sur le régulateur national et nous avons créé un code de conduite contraignant. Les plaintes ont commencé à diminuer dès l'entrée en vigueur de ce code».

Le KEPKA est une petite organisation dont la survie dépend en grande partie des cotisations annuelles de ses membres. Pourtant, l'année passée, le centre a reçu plus de 13 000 plaintes de consommateurs. Il s'agit d'une lourde responsabilité à assumer. «Nous acceptons les plaintes de tous les consommateurs. Lorsque nous constatons qu'une entreprise viole les droits des consommateurs ou le code de conduite, nous faisons pression sur le gouvernement pour qu'il adopte de nouvelles lois, si celles-ci n'existent pas encore, ou pour qu'il inflige des sanctions afin que le problème ne se reproduise plus».

Les consommateurs ont besoin de connaître leurs droits dans un marché en constante évolution. C'est pourquoi le KEPKA organise des séminaires et des séances d'information dans les écoles et pour les consommateurs de tout âge. Plus les gens sont informés, plus ils sont à même de faire respecter leurs droits.

«Les consommateurs sont toujours le maillon faible dans une transaction. Ils doivent être protégés, formés et éduqués», indique M^{me} Kekeleki. «Mon rêve est que la devise du KEPKA devienne un jour réalité: je connais mes droits, je suis conscient de mon pouvoir en tant que consommateur, je participe à une organisation de consommateurs, je suis protégé».

«Nous devons considérer l'espace public comme une maison».



Just do it!

Waltraud Klasnic



«Des actes, pas des paroles», telle est la devise de la membre autrichienne du CESE, Waltraud Klasnic. Voilà ce que signifie la citoyenneté civile pour elle: «Arrête d'en parler et fais-le!»

Résidente de Graz, M^{me} Klasnic a occupé, pendant 10 ans, le poste de gouverneure élue (*Landeshauptmann*) du Land autrichien de Styrie. Elle a ensuite dirigé son groupe parlementaire pendant huit ans. Après son retrait de la vie politique en 2005, de nouveaux horizons se sont ouverts à elle dans le domaine social.

«J'ai deux grandes missions», explique-t-elle. La première est la présidence d'une organisation nationale ombrelle qui regroupe plus de 250 établissements et services de soins palliatifs pour les patients en phase terminale et leurs familles. La seconde, tout aussi prenante, consiste à aider les victimes de la pédophilie.

Un réseau de soignants

L'association sans but lucratif Dachverband Hospiz Österreich a été fondée dans le but d'améliorer la qualité de vie des patients en phase terminale et de leurs familles, et de sensibiliser le public, les médias et les responsables politiques aux thématiques des maladies incurables, de la mort et de la fin de vie. L'organisation fournit aussi des informations et des conseils concernant les «testaments de vie», lesquels constituent une expression d'autodétermination.

Elle organise un programme de master multiprofessionnel en soins palliatifs au niveau universitaire en collaboration avec l'université de médecine privée Paracelsus et Saint Vigil à Salzbourg. Elle promeut également le dialogue entre les médecins, les infirmières, les conseillers, les équipes psychosociales et les autres professionnels concernés. Elle élabore des normes de qualité pour les soins palliatifs et les établissements qui les dispensent au niveau national, y compris pour les personnes âgées et les enfants malades en phase terminale. L'organisation emploie 700 personnes à temps plein, dans les neuf États fédérés (*Länder*) du pays. Et au cours de ces dix dernières années, elle a recruté plus de 3 000 bénévoles, qui ont chacun reçu une formation de 70 heures pour être à même de se rendre dans les maisons de repos, les hôpitaux et les foyers en vue d'apporter un soutien et de prodiguer des soins palliatifs. «Chaque année, des centaines de personnes venant des quatre coins du pays viennent grossir les rangs de nos bénévoles», déclare M^{me} Klasnic.

En tant que responsable de l'organisation, M^{me} Klasnic est chargée des relations avec le gouvernement autrichien. Elle s'occupe également de la diffusion des informations ainsi que des activités de collecte de fonds et de coordination.

Apporter une réparation aux victimes

Mme Klasnic joue également un rôle central au sein de l'organisation de protection des victimes Opferschutz Anhaltschaft. «Comme dans d'autres pays, de nombreuses personnes ont été victimes d'abus sexuels au sein de l'église catholique d'Autriche», explique-t-elle. Même si 80% des cas d'abus sexuels sur les enfants ont lieu au sein du cercle familial, plus de 1 000 victimes se sont déjà fait connaître au cours de ces dernières années afin de témoigner de mauvais traitements infligés par des prêtres et des religieux, au sein des églises catholique ou d'autres confessions. Dans certains cas, les faits remontent à plus de 50 ou 60 ans. «Il y a probablement d'autres personnes qui n'osent pas révéler au grand jour les souffrances qu'elles ont subies», ajoute M^{me} Klasnic.

«Aider les gens m'aide également. Cela me rend heureuse».



À l'invitation d'un cardinal catholique, elle a contribué à la mise en place d'une commission indépendante en avril 2010. Composée d'avocats, de médecins et d'autres professionnels, cette commission s'occupe des demandes d'indemnisation et de soutien psychologique et pratique. «Je fais le lien entre la commission et les victimes», précise-t-elle.

La ville des droits de l'homme

Née pendant la seconde guerre mondiale, M^{me} Klasnic a commencé à travailler à l'âge de 14 ans. «Nous n'avions pas d'argent à l'époque», se rappelle-t-elle. Après son mariage, elle et son mari ont créé une société de transport. Elle a aujourd'hui trois enfants et cinq petits-enfants. Originnaire de Graz, qui est reconnue comme la «première ville des droits de l'homme» en Europe, elle explique qu'il est naturel pour elle d'œuvrer, via le CESE et son groupe de communication, à la promotion d'une société civile organisée en Europe. «Son rôle n'est pas aussi visible qu'il devrait l'être» affirme-t-elle.

Mme Klasnic décrit son engagement dans des termes simples. «Aider les gens m'aide également. Cela me rend heureuse», dit-elle. «Je suis en bonne santé et je suis capable de le faire. J'aimerais encore continuer pendant 20 ans, si Dieu le veut! J'ai toujours été active: si je ne fais rien, j'ai l'impression de ne pas exister. Je suis heureuse d'avoir cet état d'esprit».

L'Europe a besoin de citoyens militants

À propos de la «citoyenneté active» je songe d'abord à tous ceux qui, où que ce soit, ont été traités injustement, persécutés ou même tués parce qu'ils étaient engagés dans le mouvement syndical. Il est fondamental que les citoyens puissent s'unir, notamment en tant que travailleurs, et être entendus.

Aucune forme d'organisation n'a de sens si elle n'a pas l'être humain, le citoyen, le peuple, comme préoccupation exclusive. L'Union européenne elle-même n'a pas d'autre but que «promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples». En tant que citoyens «actifs», nous devons malheureusement descendre régulièrement dans la rue par dizaines de milliers pour le rappeler et demander aux décideurs politiques de barrer la route aux spéculateurs qui prennent en otages des millions de citoyens.

Pour vaincre l'injustice, l'exploitation, la précarité, la pauvreté, la misère, il faut enfin mettre en place une vraie Europe sociale, exclusivement préoccupée de ses citoyens. Et pour l'obtenir, il faut être encore plus que «citoyen actif»: il faut être «citoyen militant» en faveur d'une Union européenne solidaire, de paix et de prospérité pour toutes et tous.

Georgios Dassis

Président Groupe des Travailleurs du CESE



À la recherche d'horizons plus larges

Juan Mendoza



«Le tourisme social ne se résume pas à une activité économique; il sert à améliorer la qualité de vie», déclare Juan Mendoza. Sa passion pour cette activité n'a cessé de croître depuis son premier emploi dans l'industrie hôtelière. Désormais syndicaliste à temps complet, il utilise ses connaissances pour promouvoir une forme alternative de tourisme qui ouvre de nouvelles possibilités, par exemple, aux jeunes, aux personnes âgées, aux voyageurs handicapés et aux familles défavorisées.

Il évoque un intérêt grandissant du public pour le tourisme social et une image en évolution. «Ce type de tourisme s'adresse aux gens qui veulent participer à des activités culturelles, s'instruire et acquérir une réelle connaissance d'autres pays», explique-t-il.

«Quelque 50% des citoyens européens n'ont jamais mis un pied en dehors de leur pays», signale M. Mendoza. «Tout le monde s'accorde pour dire que les citoyens ont un rôle à jouer dans la progression vers une Europe unie et la construction d'une véritable identité européenne. Nous devons développer des activités touristiques qui les aident à comprendre les autres pays et les autres cultures et à découvrir la richesse de l'Europe, son histoire, son architecture, sa gastronomie! Le potentiel est énorme».

Respect des populations locales

«Le tourisme social touche également à des domaines tels que le transport durable, l'innovation culturelle, la protection de l'environnement naturel et la qualité de vie dans les villes», précise-t-il Et il doit aussi englober le respect des populations locales, en favorisant la connaissance de leurs langues, de leur histoire et de leurs origines.

M. Mendoza fait partie du syndicat espagnol UGT et vit à Séville. Il travaille cependant à Bruxelles, où il est membre du CESE depuis 1998. Il est également conseiller spécial à la Confédération européenne des syndicats. Il s'est engagé dans le syndicalisme en tant que représentant des travailleurs de l'industrie hôtelière et œuvre aujourd'hui en faveur du tourisme social au travers du Comité ainsi qu'au sein de son propre syndicat et dans des contextes internationaux.

Le tourisme social profite tant aux gouvernements locaux qu'aux gouvernements nationaux et à l'UE, explique-t-il. Outre le fait d'élargir les possibilités de voyage pour les personnes qui ne peuvent pas bénéficier des installations touristiques classiques, le tourisme social promeut le développement régional et l'emploi dans l'industrie du tourisme, en utilisant les capacités disponibles en basse saison. La Commission européenne mène des actions en faveur du tourisme social depuis 2008. En 2009, elle a lancé le programme Calypso. Ce programme reçoit une dotation annuelle de la Commission d'un million d'euros et a pour objectif la diffusion de bonnes pratiques et le développement de formules à bas prix en basse saison.

Éducation tout au long de la vie

«Pour travailler dans le secteur du tourisme, il faut être en contact avec la société», ajoute M. Mendoza. Ce dernier est également actif dans la formation des travailleurs via la formation continue, la formation professionnelle et la formation pour adultes, lesquelles peuvent à leur tour permettre d'améliorer la qualité de vie professionnelle.

Il estime que la citoyenneté active revêt une importance capitale pour l'avenir de l'Europe. «Je pense qu'il existe un fossé entre les pouvoirs économiques et les acteurs sociaux dans leur façon d'envisager l'avenir du modèle européen. Deux points de vue s'opposent: l'économique et le social», explique-t-il. «Les partisans de l'approche économique voient l'Europe comme un grand marché. Mais un autre courant d'idée considère l'Europe comme un espace politique et social où les gens peuvent partager leurs expériences, collaborer, faire preuve de solidarité et aller ensemble de l'avant. L'UE doit trouver un équilibre entre les politiques économique et sociale.

«Il est important pour les citoyens de s'impliquer dans la société et de développer des idées ensemble. Dès lors, il importe de leur donner du pouvoir. Les syndicats également ont un grand rôle à jouer, en particulier en temps de crise. Nous devons trouver des solutions aux problèmes que celle-ci engendre et proposer des voies alternatives».

Travailler dans le tourisme a permis à M. Mendoza de conforter son opinion sur les bénéfices d'une participation active à la vie de la société. «Lorsque des personnes arrivent dans un nouveau pays et connaissent déjà quelque chose de la région, cela leur donne une certaine ouverture d'esprit qui leur permet de mieux communiquer et de mieux comprendre. Et cela aide également à promouvoir la paix».

«Il est important pour les citoyens de s'impliquer dans la société et de développer des idées ensemble. Dès lors, il importe de leur donner du pouvoir».



Dans l'intérêt public

André Mordant



Pour André Mordant, les efforts déployés par le CESE en vue d'impliquer le public au sens large dans ses campagnes et ses activités constituent un parfait exemple de citoyenneté active. Le syndicaliste retraité, autrefois président de la FGTB belge avant de rejoindre le Comité en 2006, en a toujours été un fervent partisan.

Le premier exemple qu'il aime à citer est celui de la campagne «Save It!» de 2009, consacrée aux économies d'énergie. Deux jeunes architectes autrichiens avaient, à cette occasion, présenté leur «maison palette» sur une place à Bruxelles. Utilisant uniquement de vieilles palettes en bois, le duo avait créé deux bâtiments qui, grâce à leur efficacité énergétique et thermique, pouvaient

être particulièrement adaptés à une utilisation pour des écoles ou des bureaux dans des pays chauds. «Il s'agissait d'un remarquable défi», déclare M. Mordant.

Il avait été fait en sorte que la présentation de la «maison palette» coïncide avec le «Global Overshoot Day» (ou Jour du dépassement), en septembre. Cette journée correspond à la date à laquelle la population mondiale a consommé toutes les ressources que la planète peut mettre à disposition en une année entière. «À partir de ce jour, nous consommons une partie de notre avenir, car nous avons épuisé nos réserves pour l'année en cours» explique M. Mordant. «Nous avons alors organisé une série de rencontres autour de la thématique du changement climatique et de très nombreuses personnes s'étaient déplacées pour admirer la «maison palette» et entendre ce que nous avons à dire».

À la recherche d'alternatives

Le deuxième événement, en 2010, était intitulé «Move It!» et portait sur la mobilité. Une exposition de vélos motorisés, véhicules électriques et véhicules à deux roues Segways avait été organisée dans ce cadre. «Nous voulions montrer que les manières de vivre autrement ne manquaient pas. L'exposition sur les économies d'énergie et les moyens de transport alternatifs était fascinante».

Les visiteurs étaient invités à faire un tour dans des véhicules sans conducteur «téléguidés» et un circuit pour vélos motorisés avait été aménagé pour montrer comment se déplacer facilement en ville. «De nombreux enfants étaient venus avec leur classe – c'était très intéressant», se rappelle M. Mordant.

Une troisième activité publique, «Click it!», centrée sur l'utilisation de l'internet, a eu lieu à Varsovie, en Pologne. «Cette manière d'approcher les citoyens est très efficace», conclut-il. «Et comme la plupart des langues de l'UE sont représentées au sein de notre groupe, tous les membres du public peuvent s'exprimer et être entendus».

Le dialogue comme principe fondateur

André Mordant participe aussi à des activités de formation en vue de présenter le CESE à des auditoires multisectoriels ou à des groupes de travailleurs de la fonction publique. «J'explique le rôle du Comité, la manière dont il a été fondé il y a plus de 50 ans et le rôle qu'il joue dans le domaine du dialogue social – qu'il tente également de promouvoir sur d'autres continents, comme l'Amérique latine». André Mordant est en effet un grand partisan du dialogue, qu'il considère comme un principe fondateur de l'UE et l'essence même de la *raison d'être* du CESE. Mais aujourd'hui, il estime que le dialogue social en Europe est en péril, en raison des tentatives de faire glisser les négociations entre patrons et syndicats au niveau de l'entreprise, minant ainsi la solidarité entre les groupes de travailleurs. «Le mouvement syndical européen est en faveur d'un système interprofessionnel où les plus forts soutiennent les plus faibles pour permettre à tous d'aller de l'avant», explique-t-il.

Il donne l'exemple d'un récent séminaire à Arlon, dans le sud de la Belgique. «Les participants avaient une vision très dure de l'Europe. Les syndicats ont toujours été en faveur de l'UE, mais ils se posent désormais des questions sur la manière dont elle évolue dans les domaines des droits sociaux, des droits au travail et de la liberté de négociation. Ils sont de plus en plus sceptiques, ce qui rend le débat indispensable. Il est important d'entamer et d'entretenir un dialogue avec tous les acteurs de la société».

M. Mordant a passé 45 années de sa vie à promouvoir le dialogue. «Je demeure convaincu qu'à défaut d'être parfaite, l'Europe reste le seul moyen dont nous disposons pour améliorer les conditions de vie de tous. Mais l'Europe est en train de perdre la loyauté de ses citoyens, parce qu'elle ne parvient plus à assurer des chances égales pour tous. Cela me préoccupe beaucoup. Même si ce n'est pas toujours facile et même si nous perdons parfois la foi, je reste persuadé que nous devons continuer à travailler activement dans le cadre européen».

«Je demeure convaincu qu'à défaut d'être parfaite, l'Europe reste le seul moyen dont nous disposons pour améliorer les conditions de vie de tous».



Faire profiter sa propre communauté de sa réussite

Gintaras Morkis



La petite ville de Plungė, à 300 km de Vilnius, capitale de la Lituanie, a vu naître plusieurs personnalités remarquables. Mais beaucoup s'en sont éloignées pour poursuivre des carrières politiques, de dirigeants d'entreprises, d'artistes, de musiciens ou de médecins.

Gintaras Morkis est l'un des membres fondateurs de *Plungiškių draugija*, l'association des citoyens de Plungė, qui réunit une fois par an certains des citoyens natifs de Plungė les plus connus afin de mener des projets au bénéfice de leur ville d'origine. Il fait aujourd'hui partie du conseil de cette association, élu par ses concitoyens.

«L'association a été créée en 1971. Toutefois, ses activités étaient étroitement surveillées par les agents soviétiques», explique M. Morkis. «Elle a donc dû cesser ses travaux en 1975». En 2003, l'indépendance de la Lituanie acquise, elle a été reconstituée et compte aujourd'hui 130 membres actifs. Le président de l'association, le docteur Bronislovas Lubys, est l'un des signataires de la loi de déclaration d'indépendance de Lituanie de 1990, ancien Premier ministre et directeur de la Confédération lituanienne des industriels. Il est le principal donateur en faveur des activités de la ville, et soutient également une école maternelle pour enfants handicapés. «Sans sa contribution, nous aurions toutes les difficultés à obtenir un quelconque soutien significatif», note M. Morkis.

L'éducation par l'exemple

«Cette association apporte beaucoup à ma ville et à ses citoyens». Durant l'année, les membres organisent des manifestations telles que le festival de musique classique *Mykolas Oginskis*, ou éditent des ouvrages consacrés à Plungė, à son histoire et à sa population. Ils encouragent les jeunes à partir à la découverte de leur ville – en offrant des récompenses, notamment la possibilité de voyager en Lituanie ou à l'étranger.

«La jeune génération bénéficie d'une éducation par l'exemple. Les jeunes peuvent ainsi apprendre comment garder le contact avec leur ville d'origine quand ils s'installent ailleurs dans le pays ou à l'étranger», explique M. Morkis.

«Certaines personnes sont éloignées depuis de nombreuses années ou ont vécu en exil en Sibérie. Elles sont aujourd'hui de retour et, même si elles habitent ailleurs, elles sont déterminées à servir leur ville natale». La réunion annuelle de l'association marque le début du festival Mykolas Oginskis en septembre. Ce n'est pas une coïncidence. Au XIX^e siècle, Mykolas Oginskis était le mécène de jeunes musiciens et a construit un palais grandiose à Plungė. Il a également apporté un soutien au plus grand peintre et compositeur lituanien, Mykolojus Konstantinas Čiurlionis, qui a étudié dans la ville. Aujourd'hui, l'association parraine le festival de musique, et son vice-président Genovaitė Žiobakienė en assure l'organisation.

Parmi les citoyens célébrés de Plungė, on compte notamment les compositeurs Juozas Domarkas et Stasys Domarkas, le chanteur d'opéra Giedrė Kaukaitė, le saxophoniste de jazz Petras Vyšniauskas et le chirurgien cardiaque Rimantas Benetis. Une fois par an, l'association organise une journée spéciale de la santé, avec le soutien du professeur Juozas Pundzius, directeur des cliniques de Kaunas en Lituanie. «Tous les médecins travaillent bénévolement pour aider les citoyens de leur ville d'origine à être en meilleure santé et leur prodiguer des conseils et, au besoin, un traitement de grande qualité», affirme M. Morkis.

«La jeune génération bénéficie d'une éducation par l'exemple. Les jeunes peuvent ainsi apprendre comment garder le contact avec leur ville d'origine».

Démocratie participative

Lui-même aide l'association des entreprises locales à élargir les possibilités d'exportation en organisant des missions à l'étranger et des visites d'experts étrangers. En août de cette année, il a été invité à s'exprimer lors de la réunion annuelle de l'association des citoyens sur ses activités au sein du CESE à Bruxelles.

En tant que sous-directeur général de la confédération lituanienne des industriels, M. Morkis est activement impliqué dans la défense des intérêts des grandes, moyennes et petites entreprises. «Nous prenons part à diverses structures, comme le Conseil tripartite de Lituanie, et nous considérons cette participation comme une contribution à la démocratie participative», explique-t-il.

À une échelle plus locale, il participe à l'association des résidents de son immeuble en copropriété. «Vu la quantité d'énergie à fournir pour mon association et mon implication dans le fonctionnement du CESE, il ne me reste plus beaucoup de temps pour des activités de détente», concède M. Morkis. Il a toutefois fait partie, par le passé, du club «Rotary» local. «J'étais un membre actif du groupe. La communauté en a beaucoup bénéficié».

Un agriculteur espagnol à Bruxelles

Pedro Narro



Les plaines arides et ouvertes de Castille-La Manche en Espagne abritent certains des vignobles les plus appréciés d'Europe. Plus de la moitié du vin espagnol provient de cette région. C'est un pays agricole, celui du célèbre *Don Quichote* de Miguel de Cervantes.

C'est aussi la région natale de Pedro Narro, 33 ans, et de sa famille, dont les moyens de subsistance, depuis des générations, dépendent largement de cette activité. Son frère et son père dirigent ensemble le vignoble familial. Une voie que M. Narro aurait pu également suivre. Il a cependant préféré représenter les intérêts de ces agriculteurs, s'engager pour eux et contribuer à assurer aux générations à venir un avenir durable. Le tout nécessite plus qu'un simple engagement professionnel; il s'agit aussi de consacrer du temps aux gens, de discuter de leurs préoccupations et d'être à leur écoute.


«Je voulais moi aussi être un exploitant agricole actif», affirme-t-il. «Mais après deux ou trois ans à la ferme, j'ai commencé à prendre conscience de l'importance de faire partie d'une organisation aux niveaux local, national et européen». Aujourd'hui, il est responsable des affaires internationales d'Asaja, l'association espagnole des jeunes agriculteurs. Asaja est installée à Bruxelles, où M. Narro vit désormais, même s'il passe une bonne partie de son temps en Espagne. Au moins trois fois par mois, il se rend dans une région différente d'Espagne et s'entretient avec des agriculteurs de la politique agricole commune (PAC) et de la contribution du CESE.

«Les agriculteurs sont très loin de Bruxelles et estiment ne pas être concernés par les décisions qui s'y prennent», explique M. Narro, membre du CESE et rédacteur de l'avis d'initiative du CESE «L'avenir des jeunes agriculteurs». «J'essaie de discuter avec les agriculteurs des évolutions au niveau européen, de leur influence sur leurs activités, mais aussi de l'action de l'UE en général». M. Narro exerce cette activité depuis 12 ans maintenant.

Réduire les distances

Si la mission de M. Narro auprès de l'Asaja consiste à mener des actions de communication et à être actif dans de multiples instances, ses tâches concernent aussi dans une large mesure la citoyenneté active. M. Narro a observé et a connu la vie d'agriculteur en Castille-La Manche, la troisième plus grande région d'Espagne. Et celle-ci, bien que située au cœur du pays, en demeure l'une des moins peuplées. Cela explique peut-être le sentiment d'éloignement éprouvé par la population, la vie progressant au rythme des saisons et des récoltes.

«S'impliquer dans la société est vital. Il est crucial de tenter de faire participer les jeunes agriculteurs dans l'organisation».



«Les gens vivent dans des zones rurales. Ils sont éloignés de tout et abordent les problèmes dans une perspective très locale. Ils sont déconnectés de Bruxelles», dit-il des agriculteurs de Castille-La Manche. Afin de combler ce fossé, il organise également des voyages à Bruxelles. «La première fois qu'ils viennent à Bruxelles, les agriculteurs sont totalement perdus. Je comprends leurs réactions, ils sont réticents, même un peu effrayés», ajoute-t-il. Finalement, ils commencent à comprendre le travail concret réalisé à Bruxelles, ainsi que les avantages qu'il procure. On discute notamment de durabilité; une expression qui n'a fait son apparition dans les dictionnaires espagnols que tout récemment», remarque M. Narro.

«La durabilité en agriculture consiste à promulguer de nouvelles lois sur les pesticides, moderniser l'irrigation, faire un meilleur usage des terres et améliorer la chaîne alimentaire». Mais cela consiste également à encourager les jeunes à devenir agriculteurs, explique-t-il. Seuls 6% de tous les agriculteurs de l'UE ont moins de 35 ans. Un sur trois a plus de 65 ans et près de 5 millions prendront leur retraite dans les dix ans à venir.

«S'impliquer dans la société est vital. Il est crucial de tenter de faire participer les jeunes agriculteurs dans l'organisation. Nous y avons créé des outils qui leur sont spécialement destinés. Afin qu'ils puissent s'engager et que l'agriculture européenne ait un avenir durable», affirme-t-il. Une participation active est le fondement de la cause défendue par M. Narro et, sans doute, l'avenir de l'agriculture européenne.

Exaucer un vœu

Michal Pintér



Michal Pintér et ses enfants

Noël est une période magique et, l'an dernier (2010), 270 enfants malvoyants et résidant dans des foyers d'accueil de l'est de la Slovaquie ont vécu cette magie personnellement, grâce à la générosité d'un employeur local et de bénévoles.

Chaque année, en décembre, U.S. Steel company, installée à Košice, érige un arbre de Noël auprès duquel les enfants défavorisés peuvent laisser un message au père Noël. Mais ce sont les membres du personnel qui achètent et distribuent les cadeaux – allant des poupées aux petites voitures, en passant par les jeux de construction.

«Nous ne forçons personne à le faire», explique Michal Pintér, directeur des activités européennes de l'entreprise et membre du CESE, qui participe personnellement au projet. «Mais depuis 2001, depuis qu'U.S. Steel a acquis l'aciérie locale, nous levons traditionnellement des fonds pour Noël durant l'avent». Chaque année, parmi les 13 000 travailleurs, beaucoup font des dons en argent qui sont ensuite redistribués entre divers centres de santé, unités cardiologiques et oncologiques, centres de soins palliatifs et autres bonnes causes. En 2010, 7 200 employés ont contribué à cette action. «Au fil des ans, nous avons fait don de milliers d'euros», dit-il.

La société organise également un concert de Noël pour les enfants et les personnes handicapées ou défavorisées de la région. «Nous avons une énorme population rom à Košice», explique M. Pintér. Bon nombre des bénéficiaires – plus de la moitié – sont roms.

Une partie intégrante de la communauté

Il est fier des efforts consentis par son employeur. «Nous donnons du travail à de nombreuses familles locales et nous voulons faire partie intégrante de la communauté, la soutenir. Cette région est peu développée – les problèmes sociaux sont nombreux et le chômage élevé. U.S. Steel est le plus gros employeur et peut-être le meilleur exemple de responsabilité sociale des entreprises dans l'est de la Slovaquie. Certaines entreprises vendent directement au public, mais nous ne pouvons le faire avec de l'acier. Notre programme ne nous rapporte rien, si ce n'est le sentiment d'avoir bien agi».

En juin de chaque année, la société organise un week-end «journées du bénévolat U.S. Steel Košice». Ces journées débutent par des dons de sang du personnel, le vendredi. Le samedi, suit une collecte caritative de vêtements et de vivres pour les familles précarisées et les personnes sans domicile, tandis que des centaines de travailleurs donnent de leur temps pour des projets allant de la construction d'une aire de jeux pour des enfants autistes au nettoyage des installations des animaux du zoo local. «C'est l'une des plus grandes manifestations de bénévolat de la région», remarque M. Pintér. «Les gens s'y plaisent et restent toute la journée. Le nombre de participants progresse». En 2011, les autorités de la ville ont coopéré à l'organisation, et le maire local ainsi que le directeur de la société ont travaillé côte à côte.

Avec des ONG et des clubs, la société soutient également des activités sportives dans le cadre de la campagne «Le sport, pas la drogue» à destination des adolescents. Et pour le congé de Thanksgiving, en novembre, U.S. Steel fait un don pécuniaire pour des bonnes causes via la chambre de commerce américaine de Slovaquie.

«Sous l'ancien régime, nous n'étions pas habitués au volontariat», concède M. Pintér. «Nous étions toujours contraints de passer par les autorités». C'est pourquoi la société a fait beaucoup pour sensibiliser à la citoyenneté active. «Nous n'étions pas familiers de ce genre d'activités, mais nous avons appris très vite. Il n'y a aucune obligation, mais le peuple slovaque est très bienveillant et aime participer».

Responsabilité environnementale

Bien que natif de la ville de Žilina, dans le nord de la Slovaquie, Michal Pintér habite maintenant la capitale, Bratislava, où il est également membre de l'Union nationale des employeurs.

«Je vis au sein d'une communauté restreinte», affirme-t-il. «Nous organisons des journées spéciales au cours desquelles les résidents sortent dans la rue et nettoient l'environnement». Quand il part faire des achats avec sa fille Tamara, quatre ans, il lui explique pourquoi il est important de ramasser les déchets. «Nous sommes les gentils et nous devons nettoyer l'environnement», ajoute-t-il en souriant. «Si nous ne le faisons pas, qui d'autre le fera? Nous ne pouvons pas compter en permanence sur le gouvernement. Je ne veux pas vivre dans une décharge!»

«Pour moi, le recyclage est aussi une forme de citoyenneté active».



«Dans mon quartier, nous avons convaincu le conseil municipal de nous donner des «bio-bags» pour les déchets organiques, et de séparer le plastique et le verre. Pour moi, le recyclage est aussi une forme de citoyenneté active».

Bâtir des alliances au profit de la justice sociale

Oliver Röpke



Oliver Röpke (à gauche)

«Notre société, notre démocratie bénéficient et dépendent de la citoyenneté active. Nous avons besoin d'institutions démocratiques et nous avons besoin d'élections, mais pour bénéficier d'une véritable démocratie, bénéficiant de la participation la plus large du peuple, les gens doivent s'engager, non seulement dans des syndicats, mais aussi dans des ONG et des partis politiques».

Oliver Röpke, qui dirige le bureau bruxellois de la fédération autrichienne des syndicats ÖGB, croit fermement à l'opportunité d'agir à travers des structures établies. «J'estime important d'avoir un lien entre la citoyenneté active et les organisations telles que les syndicats et partis», ajoute-t-il. Sans surprise, sa contribution à la citoyenneté active passe donc par son travail.

«Pour moi, la priorité, actuellement, est notre lutte en faveur de l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (TTF). Nous essayons depuis deux ans de faire progresser cette idée au sein de l'UE et d'impliquer un grand nombre d'autres intervenants». Le lancement de campagnes et d'activités de lobbying aux niveaux européen et des États membres en est le prolongement logique.

«Nous œuvrons à la construction d'alliances», explique M. Röpke. «Nous essayons de toucher non seulement nos membres, mais aussi les acteurs de la société civile moins proches des syndicats. Nous participons à la campagne «Les Européens pour la réforme financière», qui touche des syndicats, des partis politiques et des ONG. Elle fait essentiellement pression en faveur de la TTF, mais aussi de la réglementation efficace des marchés financiers».

Une campagne en trois étapes

En Autriche, nous avons lancé la campagne en organisant un grand événement il y a deux ans à Vienne. «Nous avons invité les intervenants et responsables politiques européens et nationaux et avons pris part depuis à un certain nombre d'activités». La campagne politique en trois étapes s'est concentrée dans un premier temps sur le Parlement européen, avec l'envoi d'une pétition aux députés pour qu'ils votent

en faveur de la taxe. «Plusieurs centaines de milliers de courriels ont été adressés aux députés européens», indique-t-il. Des activités de lobbying supplémentaires ont également visé la consultation publique de la Commission européenne, et la troisième étape a été enclenchée avant la réunion du Conseil européen à l'été 2011, appelant la population à adresser directement leurs demandes à leurs chefs d'État ou de gouvernement. Au cours de l'année écoulée, les acteurs de la campagne ont lancé une plate-forme internet sur laquelle les membres de la société civile peuvent manifester leur soutien en faveur de la TTF.

«De mon point de vue, cette taxe serait un pas en avant important», soutient M. Röpke. «Cela contribuerait à réguler les marchés financiers et à lever davantage de revenus pour les dépenses publiques, les services publics, les mesures sociales et la lutte contre la pauvreté».

Les leçons de la crise

«Notre campagne a reçu des échos favorables», ajoute-t-il. «La plupart des réactions ont été assez positives, en partie en raison de l'expérience qu'ont les gens de la situation financière. Un certain consensus se dégage pour considérer que la TTF serait un instrument bénéfique pour la justice sociale, ainsi qu'une leçon à tirer de la crise».

«Je ne peux pas dire que je suis optimiste, mais je suis heureux du fait que pour la première fois, la Commission et certains États membres se fassent l'avocat de l'introduction d'une TTF. Il faut cependant attendre les propositions concrètes et penser déjà aux prochaines étapes, au cas où la proposition de la Commission n'obtiendrait pas la majorité. Une possibilité serait qu'un groupe de pays s'entende pour l'introduire ensemble, mais nous préférierions la totalité de l'UE, ou au moins de la zone euro. Ce pourrait être une solution».

M. Röpke, qui a travaillé pour la chambre des ouvriers et des employés de Vienne avant de rejoindre le mouvement syndical, est membre du parti sociodémocrate autrichien et vice-président de sa section bruxelloise. «Je suis partisan d'une démocratie participative», explique-t-il, «mais on constate souvent que les jeunes veulent s'engager tout en refusant de rejoindre des partis politiques. Je pense que nous devrions utiliser ces institutions traditionnelles. Elles ont de la valeur et sont très importantes pour une société démocratique».

«J'estime important d'avoir un lien entre la citoyenneté active et les organisations telles que les syndicats et partis».



L'initiative citoyenne européenne : une occasion à saisir

Qu'est-ce que l'initiative citoyenne européenne et pourquoi est-elle importante? Ces questions sont au centre de notre conception de l'engagement civique et de la démocratie participative. Dans l'UE, plus de 100 millions de citoyens participent à une forme de citoyenneté active: le bénévolat. Ils apportent ainsi leur contribution à une société plus cohérente, plus productive et plus créative, qui complète les secteurs public et privé.

En Europe, la citoyenneté active a été renforcée par le traité de Lisbonne, qui établit des structures de participation et de dialogue entre les citoyens, la société civile organisée et les institutions de l'UE. L'un des éléments clés de ce dialogue est l'initiative citoyenne européenne. Comme le Comité économique et social européen a précisément été créé pour être l'instance formelle de dialogue entre les composantes de la société civile organisée, il lui revient désormais de saisir cette occasion pour devenir le centre de gravité de la société civile de manière à ce que cette initiative contribue effectivement à une citoyenneté et à une identité européennes!

Luca Jahier

Président du groupe des «activités diverses» du CESE



Apprendre à déplacer des montagnes

Madi Sharma



Madi Sharma l'affirme: «Dans ce monde, ce ne sont pas les responsables politiques qui vont changer les choses, mais les gens sur le terrain qui veulent corriger une injustice ou améliorer une situation. Toutefois, beaucoup d'entre eux ne savent pas par où commencer».

M^{me} Sharma, une femme d'entreprise qui a réussi à bâtir plusieurs entreprises prospères au Royaume-Uni et en Inde, est convaincue que lorsqu'ils ont confiance en eux et qu'ils possèdent un savoir-faire adéquat, les gens sont en mesure de jouer eux-mêmes un rôle actif

dans l'amélioration de leur vie et de leur environnement. «C'est ce que j'appelle la valorisation de notre capital humain dans la société», explique-t-elle. «Lorsque l'on parvient à mobiliser le capital humain, on peut vraiment déplacer des montagnes».

Pour contribuer à renforcer la citoyenneté active, M^{me} Sharma s'attache tout d'abord à enseigner l'esprit d'entreprise dans les écoles et les communautés des régions défavorisées et des pays en développement. «Nombre de ces personnes sont dévalorisées par la société», déclare-t-elle. «Grâce à l'esprit d'entreprise, nous développons leurs aptitudes et les aidons ainsi à apporter leur pierre à l'édifice. Il faut aussi que nos jeunes soient des citoyens actifs, car c'est leur monde qui est en jeu. Il faut qu'ils participent à la prise de décision».

Un coup de pouce

M^{me} Sharma souligne les «énormes défis» auxquels elle a été confrontée dans sa propre existence. Mère célibataire et victime de violence familiale, elle a connu l'échec avec sa première entreprise. «Mais il y a toujours eu quelqu'un pour m'aider à me relever et me guider vers la prochaine étape. Jouer le même rôle auprès d'autres personnes, tel est mon objectif».

Depuis sa désignation au CESE en 2002, elle qui n'était qu'une inconnue originaire de Nottingham au Royaume-Uni, «une région très prometteuse mais aussi très défavorisée», est devenue un des maillons du processus de décision européen. Elle déclare: «Si j'y arrive, pourquoi pas les autres. Pour moi, c'est cela la citoyenneté active. Comme l'a dit Gandhi, vous devez être le changement que vous voulez voir».

dans ce monde. Il s'agit de donner aux gens les outils qui vont leur permettre de croire en eux-mêmes et de faire entendre leur voix».

Les réfugiés tibétains figurent parmi les groupes avec lesquels M^{me} Sharma collabore. «Parmi eux, il y a de jeunes étudiants qui ont parcouru des milliers de kilomètres dans la neige, sans chaussures et sans nourriture, laissant derrière eux leurs parents. Leur démarche s'inscrit dans le combat contre les violations des droits de l'homme. Une fois arrivés ici, ils ont la possibilité de témoigner à propos de ces violations, mais ils ne parviendront à le faire que s'ils sont convaincus que cela servira vraiment à quelque chose. C'est pour cette raison que j'ai choisi de travailler avec ceux qui sont confrontés aux plus grands défis, parce que les résultats sont fantastiques et qu'ils sont clairement visibles».

«J'ai reçu des centaines de courriels de remerciements, mais ce n'est pas cela l'important. J'ai la chance d'avoir un bon réseau de relations et d'être tournée vers l'action. C'est comme cela qu'ensemble nous pouvons faire avancer les choses. Mais voir un sourire sur le visage de quelqu'un, c'est déjà suffisant et cela peut motiver d'autres personnes. C'est l'effet domino de la citoyenneté. Cela ne coûte rien de partager un contact, par exemple. Pourtant, certains sont tellement jaloux de leurs réseaux, tellement méfiants ...».

L'une des activités de M^{me} Sharma «est la formation à l'entrepreneuriat», mais elle se rend aussi dans les écoles à titre bénévole ou travaille avec des femmes victimes de violences domestiques ou de viol. Un groupe de ces femmes a lancé sa propre campagne afin de faire changer la législation britannique et d'offrir ainsi une meilleure protection à leurs enfants.

«Il faut aussi que nos jeunes soient des citoyens actifs, car c'est leur monde qui est en jeu. Il faut qu'ils participent à la prise de décision».



Une vague qui se propage

M^{me} Sharma se souvient notamment d'avoir enseigné à 65 orphelins de la guerre civile au Burundi. «Ces étudiants étaient tous décidés à entreprendre des changements dans leur existence. Ils sont pour moi le moteur du développement de l'Afrique».

«C'est un peu comme une vague qui se propage à la surface de l'eau. Si vous agissez, vous donnez envie aux autres de se bouger, mais si vous restez là sans rien faire, il ne faut pas s'attendre à ce que les autres se mobilisent. Nous n'avons qu'une planète: il faut travailler tous ensemble».

M^{me} Sharma met en garde: les jeunes et les femmes ne participent pas encore suffisamment au processus de décision, à tous les niveaux. «C'est une erreur colossale. Des millions de jeunes sont sans emploi, mais personne ne s'adresse à eux. Les femmes et les jeunes doivent avoir un rôle de premier plan sur le terrain. C'est comme cela que les choses bougeront».

Un million de voix

Anne-Marie Sigmund



Toute démocratie a son fondement dans une population. En ce qui concerne l'Europe, la possibilité effective d'influer directement sur ce qui se passe à Bruxelles existe désormais. Un million de voix, un million de signatures, peuvent contraindre la Commission européenne à examiner en profondeur des questions soulevées par des citoyens ordinaires de l'ensemble de l'UE. L'initiative citoyenne européenne, introduite par le traité de Lisbonne, est un outil qu'Anne-Marie Sigmund décrit non sans fierté. Et pour cause: elle a contribué à l'élaborer.

«L'initiative citoyenne européenne consacre pour la toute première fois dans l'histoire une procédure démocratique, transfrontalière et transnationale», déclare M^{me} Sigmund, rédactrice de l'avis du CESE «La mise en œuvre du traité de Lisbonne: démocratie participative et initiative citoyenne». L'initiative est une étape importante pour l'UE: il s'agit d'un outil qui accorde aux citoyens de plusieurs pays un droit transnational de participation.

Les Grecs sont les premiers à avoir introduit la démocratie directe; c'était au V^e siècle avant J.-C. à Athènes. Mais aucune nation ou région n'a jamais accordé le droit à des citoyens issus de pays différents de présenter une pétition pour une cause commune. «Une société sans citoyens actifs n'a pas de raison d'être», déclare M^{me} Sigmund. En Europe, la citoyenneté active ne s'arrête plus aux frontières. M^{me} Sigmund espère que la nature transfrontalière de l'initiative contribuera à encourager une véritable identité européenne qui, jusqu'à présent, peine à faire ses preuves. Elle souhaite par ailleurs que l'initiative oblige les gens à prendre leur destin en main. «C'est à nous de faire usage de cet outil. Nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre et d'avoir peur. Ce serait la pire des choses à faire».


Prendre le contrôle de la situation

L'Europe est confrontée à des enjeux considérables. Dans certains États membres, les jeunes éprouvent des difficultés pour obtenir un emploi. Dans l'ensemble des États membres, les immigrants et les personnes marginalisées sont discriminés. L'apathie, le manque de perspectives ou des obstacles injustes empêchent certains

de participer à la vie de leur communauté. Une démocratie forte doit en tout état de cause pouvoir répondre à de multiples enjeux, explique M^{me} Sigmund.

«L'Europe déçoit certains jeunes et même des fonctionnaires de haut rang», fait-elle valoir. «Toutefois, le premier déficit de l'Europe n'est pas démocratique, mais concerne la communication. Les médias accordent trop de place aux aspects négatifs». Pour de nombreuses personnes, Bruxelles semble extrêmement éloignée, hors de portée, voire intouchable. Les décisions prises à Bruxelles touchent tout le monde mais certains ignorent dans quelle mesure. M^{me} Sigmund explique qu'il est possible de participer activement à ce qui se passe en Europe. Que les gens s'abstiennent d'agir, voilà, selon elle, le danger. «Il est clair que les citoyens ne peuvent pas se contenter de suivre le mouvement tels des somnambules».

«le premier déficit de l'Europe n'est pas démocratique, mais concerne la communication».



L'initiative citoyenne européenne pourrait peut-être devenir le catalyseur d'une Europe plus engagée et plus active. Le moment n'est pas encore venu de le dire. La mesure doit encore être lancée officiellement. Mais entre temps, M^{me} Sigmund travaille sans relâche pour aider une population qui figure au rang des personnes les plus marginalisées en Europe, les Roms.

Aider les marginalisés

«Je travaille beaucoup pour les Roms. Ces hommes et ces femmes sont exclus de facto et ne peuvent participer à la société. Il s'agit d'un cercle vicieux car ils ne sont pas des citoyens actifs dans la vie sociale quotidienne», déclare M^{me} Sigmund. La lutte contre l'exclusion sociale et le combat visant à faire des Roms des citoyens actifs se jouent d'abord et avant tout sur le terrain de l'éducation. «La petite enfance doit être placée au cœur de l'éducation», déclare-t-elle, en ajoutant qu'un certain nombre d'initiatives ont produit des résultats concrets. «En Suède, Soraya Post, issue de la communauté Sinti, dirige une organisation qui dispense des cours dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie».

Il faut savoir que la Commission européenne a entériné la recommandation du CESE en faveur d'une prise en compte centralisée de la problématique des Roms dans toutes les politiques européennes et nationales pertinentes, laquelle constitue la voie la plus prometteuse vers l'intégration. Si les déclarations officielles concernant les Roms sont les bienvenues, M^{me} Sigmund n'en affirme pas moins que la participation au niveau local est le moyen le plus efficace d'obtenir des résultats. «Nous devons agir et intervenir au niveau local, nous rendre sur le terrain».

Une passion pour le progrès

Cveto Stantič



La seule chose qui sépare la ville slovène de Nova Gorica, dont Cveto Stantič est originaire, de la ville italienne voisine de Gorizia est une frontière, érigée entre la Yougoslavie et l'Italie au lendemain de la seconde guerre mondiale. Désormais, depuis l'adhésion de la Slovénie à l'UE en 2004, les villes jumelles font partie d'une agglomération transfrontalière unique.

C'est en voyant comment l'adhésion à l'UE avait contribué à créer l'unité que M. Stantič s'est forgé un point de vue sur la citoyenneté active. «Depuis ma naissance, une frontière artificielle divisait ma ville, empêchant les gens de vivre normalement», explique-t-il. «J'en ai souffert. Maintenant, tout est complètement différent, la ville forme de nouveau un tout. Mais les gens ont tendance à vite oublier les avantages de l'UE. Aujourd'hui, ils se déplacent librement, ils ont l'euro... mais tout cela leur semble normal, surtout aux jeunes. C'est la raison pour laquelle je mets toute mon énergie à m'entretenir avec eux».

Avec la montée récente de l'euroscpticisme, de nombreux Slovènes ont le sentiment qu'en tant que citoyens d'un petit pays, ils peuvent difficilement influencer la prise de décision à l'échelon de l'UE. «Ceci n'est pas vrai», affirme M. Stantič. «Pour forger une conscience européenne, il faut commencer dans les écoles, auprès des jeunes. Il faut encourager le projet européen à un stade précoce».

Dans le cadre de l'initiative «Votre Europe, votre avis» qui rassemble des étudiants de toute l'Europe à Bruxelles, il visite les écoles slovènes pour présenter les valeurs de l'UE et les avantages que nous en retirons, les travaux du CESE et le rôle de la société civile. «Les organisations de la société civile en Slovénie ne disposent malheureusement pas d'une longue tradition», explique-t-il. «J'essaie de les convaincre que cela vaut la peine de croire en l'Europe et je le fais avec beaucoup de passion».

Une vie d'homme d'affaires

Toute sa vie, M. Stantič a été un homme d'affaires; il dirige maintenant sa propre petite entreprise, qui commercialise des appareils auditifs. Il a aussi occupé des postes à hautes responsabilités auprès de sociétés slovènes de taille plus importante et a, en qualité de vice-président de la Chambre nationale de commerce et d'industrie, participé aux négociations concernant l'adhésion de la Slovénie à l'UE. En tant que membre de la principale équipe de négociation, il était le seul fonctionnaire non gouvernemental représentant directement les intérêts du secteur des entreprises. «J'essayais de convaincre les sociétés que c'était une bonne chose pour l'économie slovène d'adhérer à l'UE», fait-il remarquer. «Je continue de croire au projet européen, même si nous traversons des moments difficiles».

«Je connais les problèmes tant des grandes que des petites sociétés».



De nombreux Slovènes ne savent pas que 70% de la législation et des politiques qui façonnent l'environnement des entreprises émanent de Bruxelles, déclare-t-il. «Je connais les problèmes tant des grandes que des petites sociétés, et mon rôle consiste notamment à essayer de les aider, en accordant un intérêt particulier aux petits entrepreneurs dont les ressources sont plus limitées». Il saisit la moindre occasion pour communiquer et recueillir les impressions, notamment en participant aux réunions du Conseil économique et social de Slovénie.

L'important, c'est de dialoguer

Désigné comme point de contact en matière de communication pour la délégation slovène du Comité, il est chargé d'établir des relations avec les institutions, les organisations de la société civile et les médias dans son pays. «Cette tâche prend énormément de temps», reconnaît-il. Il est aussi président du groupe de contact des Balkans occidentaux et se rend fréquemment dans les États voisins pour les aider à développer leurs toutes nouvelles structures de société civile. Il estime que le fait de permettre à ces pays de rejoindre l'UE le plus tôt possible est primordial pour la stabilité dans la région.

Le dialogue est au cœur du travail de M. Stantič. «Dialoguer ne signifie pas prêcher la bonne parole, c'est aussi écouter ses interlocuteurs, et je crains qu'on ne s'écoute pas suffisamment», indique-t-il. «La Slovénie a tant besoin de dialogue». Comme ailleurs en Europe, son pays connaît «une crise de valeurs». D'ambitieux objectifs ont été atteints, mais parallèlement, le processus de privatisation entourant l'adhésion à l'UE a eu certains effets négatifs. «Nombreux sont ceux qui ont essayé de devenir riches en un jour, ce qui a nourri un large sentiment d'amertume», déclare-t-il.

«Malgré tout, les gens se rendent compte aujourd'hui que la société civile devrait être mieux organisée et plus active et je suis prêt à m'engager dans cette voie en y consacrant toute ma connaissance, mon expérience et mon temps».

Le travail d'une femme

Dana Štechová



Dana Štechová déclare: «La citoyenneté active, en particulier en ce qui concerne les femmes, est très souvent aussi une question de temps. Lorsque les gens consacrent tout leur temps à régler leurs problèmes quotidiens et à lutter pour gagner de quoi vivre décemment, il leur est souvent plus difficile de faire autre chose, comme de s'engager en tant que bénévole ou de venir en aide aux autres».

Encourager les gens à être actifs est donc étroitement lié aux revendications des syndicats -relatives à une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale et à des problématiques telles que le temps de travail. «Si nous voulons des citoyens actifs, il faut leur laisser du temps et de l'espace», insiste-t-elle.

Mme Štechová dirige le département des relations européennes et internationales de ČMKOS, la confédération des syndicats la plus importante de la République tchèque. Elle ajoute: «En ce qui me concerne, la citoyenneté active est un engagement quotidien qui consiste à être bien conscient de ses droits et responsabilités. La citoyenneté ne doit pas se limiter à se rendre aux urnes tous les quatre ans, sans pour autant nier l'importance des élections; or, de nos jours, de plus en plus de gens préfèrent ne pas s'engager davantage. J'estime pour ma part que ce n'est pas suffisant car les responsables politiques ont tendance à croire qu'ils ont un mandat de quatre ans pour agir selon leur bon vouloir».

Agir dans l'intérêt général

Grâce à son travail et ses convictions, M^{me} Štechová est une actrice de la société civile organisée, œuvrant à sensibiliser les citoyens de manière générale et à les encourager à ne pas faire preuve de soumission ou de passivité par rapport aux événements qui surviennent autour d'eux, mais à réagir positivement dans l'intérêt général et collectif. Elle tente de servir d'intermédiaire, en relayant l'information entre Bruxelles et la population tchèque. «La raison d'être des syndicats est de donner des impulsions, informer et sensibiliser aux questions européennes», affirme M^{me} Štechová.

ČMKOS participe sans relâche aux discussions sur les réformes nationales, lesquelles, poursuit M^{me} Štechová, marqueraient une tendance vers l'érosion des droits sociaux. «Cette tendance est très dangereuse, et elle s'observe également au niveau de l'UE. La dimension sociale est faible dans la gouvernance européenne; or, une dimension sociale forte revêt toute son importance en période de crise. Celle-ci ne devrait pas constituer une excuse pour limiter les actions. Il ne faudrait pas que la crise soit payée par d'autres que ceux qui l'ont provoquée».

Mise à contribution des services publics

À un niveau plus personnel, M^{me} Štechová contribue à coordonner et à organiser un réseau de femmes, par le biais de la confédération des syndicats. Cette action témoigne de la mesure dans laquelle le manque de temps influence la participation active des femmes dans la société. Le syndicat s'est battu et a prouvé que la directive européenne sur le temps de travail devait être renforcée, conformément aux exigences du Parlement européen. Mais le débat se poursuit toujours, sans l'ombre d'un accord au niveau de l'UE.

«En ce qui me concerne, la citoyenneté active est un engagement quotidien qui consiste à être bien conscient de ses droits et responsabilités».

«Je vois dans tout ce que j'accomplis à leurs côtés que les femmes apportent une contribution essentielle à la citoyenneté active», souligne M^{me} Štechová. «Dans le cadre du CESE, je participe souvent aux débats sur l'égalité des chances. Consacrer son temps à ses enfants et à sa famille quand on est une femme, ou un homme d'ailleurs, c'est aussi faire preuve de citoyenneté active. Certains voudraient que cette tâche soit reconnue dans la société. Mais il faudrait aussi qu'une telle reconnaissance s'inscrive dans un cadre clair de services publics où le temps de travail, clairement délimité, permettrait de ménager du temps pour soi. Le bon fonctionnement des services publics dépend étroitement de leur qualité et de leur proximité. Ce sont là les garants de l'espace dans lequel une citoyenneté active peut se développer ».

«En République tchèque, nous avons traversé des moments d'une grande intensité démocratique; toutefois entretenir la démocratie participative est une tâche sans fin, rien n'est jamais acquis», prévient-elle. «Il est important d'arrêter les forces qui souhaiteraient s'approprier trop de pouvoir, souvent au détriment des membres les plus vulnérables de la société et en contradiction avec les valeurs européennes. Nous oublions parfois de rappeler les principes fondamentaux de l'UE: la paix, la solidarité, la justice sociale et le respect de la dignité humaine. Même si ce sont de grands mots, je crois en eux. Il est important de se rappeler ces principes et de les défendre avec une vigilance de tous les instants».

Le scoutisme, tout simplement

Pavel Trantina



Pavel Trantina (centre)

Au cours de l'été 2011, près de 40000 jeunes du monde entier se sont rassemblés sur un terrain à proximité d'un petit village du sud de la Suède. Ils étaient venus pour célébrer et participer au Jamboree scout mondial 2011. En l'espace de deux semaines, plus de 20000 tentes ont été montées et des jeunes âgés de 14 à 17 ans ont pu profiter d'un programme pédagogique d'une grande richesse.

Parmi les scouts se trouvait Pavel Trantina, vice-président du groupe III du CESE et ancien président du Conseil tchèque des enfants et de la jeunesse. En tant que membre du CESE depuis 2006, M. Trantina est spécialisé dans les questions relatives à la jeunesse, notamment l'enseignement, l'emploi et le bénévolat.

«Le Jamboree scout mondial est une grande manifestation qui s'adresse aux jeunes, préparée et organisée par quelque 10000 bénévoles, ce qui en fait la plus grande activité organisée dans le cadre de l'Année européenne du bénévolat 2011», déclare M. Trantina qui est aussi le président du Groupe de coordination du CESE pour l'Année européenne du bénévolat 2011.

Âgé de 36 ans seulement, M. Trantina a lui-même consacré les 20 années qui viennent de s'écouler au bénévolat dans de nombreux domaines et activités. Il a commencé en tant qu'animateur jeunesse et est devenu le Commissaire international des scouts tchèques, un poste qu'il a occupé pendant presque dix ans tout au long desquels il a noué des contacts et mis sur pied des projets internationaux. Il a aussi participé au Conseil national des jeunes de la République tchèque, qu'il a présidé pendant plusieurs années. Depuis 2010, il est le coordinateur du groupe de travail bénévole de la Région européenne du scoutisme. Il décrit le scoutisme comme un mode de vie qui encourage la citoyenneté active et fournit aux jeunes des compétences et des leçons de vie qui les aideront à surmonter les difficultés.

Un antidote contre l'indifférence

«La citoyenneté active est un moyen de lutter contre l'indifférence. Elle consiste à assumer ses responsabilités, tant envers soi-même et que vis-à-vis de la communauté environnante», déclare-t-il. Être citoyen actif, c'est aussi s'ouvrir aux personnes de cultures différentes et s'engager à leurs côtés. Au Jamboree, des

jeunes de 150 pays ont eu la chance de se rencontrer, d'échanger leurs expériences à propos de leurs pays et de nouer des amitiés.

«En tant que l'un de ces bénévoles, j'ai préparé et dirigé 22 ateliers thématiques consacrés à la reconnaissance des compétences acquises grâce au scoutisme et à la résolution pacifique des conflits. Ces sujets et discussions ont été jugés très utiles et j'en suis très heureux», déclare M. Trantina.

La liberté de religion, la vie des immigrants et le respect mutuel occupaient une place de choix dans l'ordre du jour de l'atelier. D'autres ateliers simulaient des entrevues de recrutement pour que les jeunes scouts découvrent les premières étapes dans l'obtention d'un emploi et puissent s'y préparer. «En ce qui concerne l'atelier sur la reconnaissance, nous avons préparé une traduction anglaise d'un outil d'auto-évaluation français qui s'appelle Valorise-toi. Il répertorie une cinquantaine de compétences qu'un animateur jeunesse acquiert grâce au bénévolat».

La reconnaissance des compétences

Le travail d'équipe, la résolution de problèmes, la sensibilité aux différences culturelles, l'empathie, le sens de l'initiative et la prise de responsabilités sont hautement valorisés sur le marché du travail, explique M. Trantina. Au Jamboree, l'atelier sur la reconnaissance a attiré l'attention des jeunes scouts sur ces compétences. Dans le cadre de l'atelier, ils ont appris comment les mettre en valeur auprès de futurs employeurs.

«Les bénévoles ne sont généralement pas conscients des compétences qu'ils ont acquises et donc, sont incapables de traduire leurs aptitudes dans le langage des employeurs. Il faut que nous développions les moyens de faire reconnaître les bénéfices de cet enseignement informel». Selon certaines statistiques, près de 94 millions de personnes, soit 23% des Européens âgés de 15 ans et plus, s'engagent dans certaines formes d'activités bénévoles. Si le secteur des sports attire la plupart des bénévoles, nombreux sont ceux qui offrent leur aide dans le secteur social et celui de la santé.

«La citoyenneté active est un moyen de lutter contre l'indifférence. Elle consiste à assumer ses responsabilités, tant envers soi-même et que vis-à-vis de la communauté environnante».



La citoyenneté active est quelque chose de naturel pour M. Trantina. À l'université, il était membre de différents organismes autonomes et autres organisations d'étudiants. Il faisait également partie du sénat académique de la faculté. «C'est aussi la raison pour laquelle j'ai commencé à travailler pour le président Václav Havel et suis resté au château de Prague pendant plus de six ans : comme lui, je pensais que la société doit reposer sur l'engagement civique et je voulais œuvrer en ce sens».

Rien sur nous sans nous

Yannis Vardakastanis



Yannis Vardakastanis est un citoyen actif qui se bat pour faire progresser le respect des droits fondamentaux, l'intégration et la non-discrimination des personnes handicapées en Grèce, en Europe et dans le monde. Il est devenu militant lorsqu'il était étudiant il y a 30 ans, et l'est resté. Il est actuellement président du Conseil national grec des personnes handicapées et du Forum européen des personnes handicapées. Il est aussi un responsable de l'Alliance internationale des personnes handicapées.

M. Vardakastanis est aveugle. C'est peut-être cela qui l'a motivé dans ses choix de vie, orientés par une citoyenneté active et la volonté d'encourager la participation. La participation individuelle est nécessaire à tous les niveaux, et la contribution de M. Vardakastanis constitue un bel exemple de la façon dont le militantisme au niveau local peut faire changer les choses, en rapprochant les organisations qui relayent les demandes et les attentes des personnes handicapées des personnalités et décideurs politiques clés aux niveaux local, national et international.

Une vie meilleure pour les personnes handicapées

Dans sa jeunesse, il a étudié aux États-Unis où il a fréquenté l'université avant de retrouver sa Grèce natale en 1982. Il s'est immédiatement fortement impliqué dans le mouvement en faveur des aveugles en Grèce. De 1986 à 1992, il a présidé l'Association panhellénique des aveugles. En 1989, il s'est associé avec d'autres collègues handicapés pour fonder la Confédération nationale des personnes handicapées de Grèce. Quatre années plus tard, il est devenu président de la confédération, poste qu'il occupe encore à ce jour.

«La citoyenneté active est le noyau d'une société pluraliste et démocratique», déclare-t-il, et d'ajouter: «elle doit être reconnue comme un pilier fondamental de la société». Il cite ensuite un exemple. En 2007, le Forum européen des personnes handicapées a décidé de réunir un million de signatures pour faire pression sur l'UE afin qu'elle renforce les droits des personnes handicapées. Le traité de Lisbonne prévoit qu'un citoyen de l'UE peut demander à la Commission européenne de

présenter une proposition de loi à condition toutefois de recueillir au moins un million de signatures dans plusieurs États membres. M. Vardakastanis, en qualité de président du Forum européen des personnes handicapées, a réuni 1,4 million de signatures avec ses collègues du mouvement de défense des droits des personnes handicapées. «Nous avons organisé cette initiative, avons obtenu des résultats et avons contraint l'institution à agir à ce propos», déclare-t-il.

La citoyenneté active doit apporter des engagements politiques.

Ensuite, en décembre 2010, la Confédération grecque est parvenue à rassembler 5 000 personnes pour manifester sur la grande place de Syntagma à Athènes. Elles y ont réclamé davantage de droits pour les personnes handicapées. La manifestation était la preuve que la bataille est loin d'être gagnée. Mais des progrès ont été réalisés.

M. Vardakastanis s'est personnellement impliqué dans les négociations pour veiller à ce que l'UE signe la Convention des Nations unies sur les droits des personnes handicapées. C'était là la première fois que l'UE ratifiait une Convention internationale sur les droits fondamentaux. Cette ratification est intervenue fin 2010; la protection des droits fondamentaux des personnes handicapées fait donc désormais partie intégrante de la législation européenne. M. Vardakastanis veut s'assurer que l'Europe tient ses engagements.

La crise économique qui secoue l'UE a des effets dévastateurs sur les structures économiques, politiques et sociales. L'une des principales tâches de M. Vardakastanis est maintenant de s'assurer que les personnes handicapées et leurs familles ne fassent pas les frais de la récession mondiale. Il veut protéger leurs revenus et leurs avantages, ainsi que les possibilités d'emploi dont elles bénéficient et empêcher que les organisations qui les soutiennent ne réduisent ou retirent leur financement.

«La crise de l'UE est plus politique et sociale qu'économique», ajoute M. Vardakastanis. Affronter les problèmes actuels nécessite un engagement social positif et actif. «Sans citoyenneté active, un individu ne peut pas exercer ses droits, et c'est le fondement même de l'Union qui est compromis».

«La citoyenneté active doit être reconnue comme un pilier fondamental de la société».



Aider les citoyens à se faire entendre

Kathleen Walker Shaw



Kathleen Walker Shaw (deuxième à partir de la gauche),
Maggie Hughes (deuxième à partir de la droite)

En tant que responsable européenne du syndicat britannique GMB, Kathleen Walker Shaw travaille à Bruxelles au nom de ses 610 000 membres, en défendant leurs intérêts auprès des décideurs de l'UE. «J'essaie de servir d'intermédiaire entre les personnes en quête de justice au niveau local et les personnes qui devraient les écouter», déclare-t-elle.

À titre d'exemple, elle lutte activement depuis 1994 pour sauver les usines britanniques de Remploi qui emploient des milliers de personnes handicapées. Le syndicat GMB

s'est battu pour modifier la législation de l'UE afin d'autoriser les autorités publiques à attribuer des marchés aux entreprises offrant un emploi protégé, une autorisation figurant à présent à l'article 19 de la directive sur la passation de marchés publics. «Il nous a fallu 10 ans pour obtenir que l'autorisation figure dans la directive et deux autres années d'efforts au niveau national pour s'assurer que le texte était bien interprété. Il s'agissait d'une clause non contraignante».

Malgré tout, 29 usines ont fermé en 2008. M^{me} Walker Shaw estime que les personnes handicapées doivent pouvoir choisir un emploi protégé si elles le souhaitent. «Il s'agit de travailleurs qui ont, à juste titre, leur fierté, dotés d'aptitudes impressionnantes», fait-elle remarquer. «Nous avons été ébahis du soutien qu'ils ont reçu de la communauté. C'était réconfortant».

Transcender les épreuves de la vie

Dernièrement, elle a soutenu des initiatives destinées à aider les personnes victimes de la criminalité à l'étranger. Robbie Hughes a été agressé alors qu'il était en vacances avec des amis en Crète, et s'est retrouvé entre la vie et la mort. Sa mère Maggie s'est alors lancée corps et âme dans un combat pour renforcer les dispositifs à l'échelle de l'UE, tels que les services d'urgence dans les ambassades, l'assistance

téléphonique aux victimes, l'aide financière et juridique et une sensibilisation accrue des agents de voyage à ce problème. M^{me} Walker Shaw a encouragé la commissaire européenne Viviane Reding à prendre en considération les conseils pratiques de Maggie lors d'une présentation d'une série de mesures européennes visant à soutenir les victimes, en mai 2011; elle oriente l'avis du CESE à ce sujet. Chaque année dans l'UE, jusqu'à 75 millions de personnes sont victimes de la criminalité; un tribut alarmant, selon M^{me} Walker Shaw. «Les gens voyagent plus et nous estimons qu'il reste encore beaucoup à faire pour les protéger et les soutenir».

Elle souligne que les membres du syndicat appartiennent également à des communautés plus larges. «Le soutien que nous apportons en tant que syndicat ne doit pas s'arrêter aux portes du lieu de travail; des personnes comme Maggie ont elles aussi besoin de notre assistance. Mon travail consiste à user des ressources, des connaissances et des contacts dont je dispose pour leur permettre de s'adresser directement aux responsables politiques européens et à m'assurer qu'ils ne les laisseront pas tomber. En ce qui concerne Maggie, la campagne a été une bouée de sauvetage qui l'aide à faire face à une situation tragique et qui aide aussi son entourage. Je me suis aussi fait de nouveaux amis, dont Maggie et sa fille. C'est un privilège de les connaître; leur énergie et leur intégrité sont une source d'inspiration».

«Nous avons besoin de gens qui sont des modèles de citoyenneté active pour parvenir au type de société dans laquelle nous désirons vivre, et pour encourager la population».

Un geste de solidarité

La citoyenneté active est ce qui fait la société, déclare M^{me} Walker Shaw. «Nous avons besoin de gens qui sont des modèles de citoyenneté active pour parvenir au type de société dans laquelle nous désirons vivre, et pour encourager la population. Mais les gens peuvent être des citoyens actifs à différents niveaux; nul besoin que tous partent en campagne. Évitions d'avoir des idées trop arrêtées sur ce que signifie la citoyenneté active. Un sourire peut faire toute la différence dans la journée d'une personne! Aussi petit que soit le geste, il est également positif pour la personne qui l'accomplit. En dépit des horreurs dont le monde est le théâtre, la plupart des gens veulent le bien, et mobiliser cette bonne volonté prendra une place de plus en plus prépondérante».

«Certains prétendent que la société a changé, mais je ne suis pas pessimiste», insiste-t-elle. «Si les gens sont plus déçus par la politique et se sentent abandonnés par les institutions en raison de la crise, cela peut les encourager à prendre la parole pour défendre ce qu'ils veulent. Nous ne devons pas sous-estimer la détermination de la société civile! Les syndicats sont une grande source de citoyenneté active – il est par exemple possible de faire équipe avec des groupes de la communauté pour lutter contre les coupes budgétaires dans les services locaux. Nous avons la capacité de donner de l'élan à la campagne et d'aider les gens à façonner leur communauté locale. Notre devoir est de les aider à faire entendre leur voix».

Un engagement pour une vie meilleure



«Je suis un animal politique», déclare Hans-Joachim Wilms. Encourager la citoyenneté active dans le cadre de son travail en tant que syndicaliste et dans sa communauté locale est une réaction naturelle.

M. Wilms, qui aime se faire surnommer «Hajo» par ses amis et collègues, est membre du CESE depuis 1994. Avec le recul, au regard des principaux avis qu'il a contribué à élaborer depuis qu'il est membre du Comité, il souligne son investissement personnel en faveur de l'élargissement de l'UE aux pays de l'Europe centrale et orientale.

«En Allemagne, nous avons beaucoup appris du démantèlement de

la République démocratique allemande et de tous les problèmes qu'il a engendrés. J'ai essayé de faire valoir cette expérience dans le cadre du processus d'élargissement en travaillant main dans la main avec les collègues des nouveaux États membres».

Il fait remarquer que les citoyens allemands accordent beaucoup d'importance à l'unité et à la solidarité européennes qu'il s'agit d'encourager. «L'Allemagne a été à l'origine de bien des maux et bien des souffrances dans le reste de l'Europe pendant la seconde guerre mondiale», explique-t-il. «Les gens n'ont pas oublié. Depuis, nous avons un engagement à tenir».

Le traumatisme du chômage

M. Wilms travaille en tant que responsable des affaires européennes pour le syndicat allemand qui représente les ouvriers agricoles et du bâtiment (IG BAU) et s'implique particulièrement dans la protection de l'environnement. Cet engagement se reflète dans les sujets auxquels il décide d'accorder une priorité particulière: le développement durable, la pénurie de denrées alimentaires et la faim dans

le monde, le changement climatique et la réduction des émissions de CO₂ ainsi que la sécurité sociale.

«Je n'oublierai jamais la perte de leur emploi par 150 000 ouvriers agricoles en Allemagne de l'Est à la suite de la réunification, dans les années 90. J'étais chargé de gérer cette situation difficile pour les syndicats». Ma mission couvrait les négociations salariales et la recherche de nouvelles modalités de création d'emploi dans les régions rurales, par exemple par le biais de petites entreprises et d'entreprises innovantes, afin d'aider ces personnes qui se retrouvaient au chômage à conserver leurs compétences et retrouver un emploi. «Mais la perte d'emploi inflige de terribles souffrances», se rappelle-t-il. «Je me retrouvais face à des personnes âgées de 40 ans et dépourvues de toute perspective d'emploi là où elles avaient fait leur vie. Il s'agissait d'une situation très stressante».

M. Wilms est rattaché géographiquement à Barmstedt et Berlin mais son travail lui vaut d'intervenir dans l'ensemble de l'Allemagne et il se rend fréquemment à Bruxelles pour participer aux réunions du CESE. Parmi les succès dont il a tiré la plus grande satisfaction, citons l'obtention d'une meilleure pension pour les ouvriers agricoles. «Je suis très fier d'avoir négocié un 13^e mois», reconnaît-il. Par conséquent, en plus d'un salaire de base d'environ 900 EUR, environ 60 000 ouvriers reçoivent aujourd'hui un paiement annuel de près de 1 000 EUR provenant du régime de pension complémentaire. Les membres ont eu une réaction «très, très positive».

Un débat au niveau local

Au niveau local, M. Wilms participe aussi activement à la vie civile. «Je vis dans une petite ville. Dimanche dernier, j'ai participé à une course cycliste organisée par notre club d'épargne sportif. Nous avons visité un centre de prise en charge des toxicomanes. C'est une sorte de concertation de quartier dans laquelle nous allons vers les gens pour qu'ils partagent avec nous leurs problèmes; nous essayons alors de leur venir en aide».

En 2010, il représentait le CESE lors des négociations de l'ONU sur le changement climatique qui se sont tenues à Cancún, au Mexique. «À mon retour en Allemagne, j'ai invité des connaissances dans un café de la région pour qu'elles me racontent ce qui s'était passé durant mon absence et leur donner des nouvelles de la conférence. Ce sont là de petites choses, mais j'aime organiser de tels événements», déclare-t-il pour terminer.

«Je vis dans une petite ville. Dimanche dernier, j'ai participé à une course cycliste organisée par notre club d'épargne sportif».



Entretiens

Andrzej Adamczyk, Groupe II Travailleurs, Pologne

Pedro Augusto Almeida Freire, Groupe I Employeurs, Portugal

Milena Angelova, Groupe I Employeurs, Bulgarie

Laure Batut, Groupe II Travailleurs, France

Georgios Dassis, Président, Groupe II Travailleurs, Grèce

Pietro Francesco De Lotto, Groupe I Employeurs, Italie

Sir Stuart Etherington, Groupe III Activités diverses, UK

Benedicte Federspiel, Groupe III Activités diverses, Danemark

Mall Hellam, Groupe III Activités diverses, Estonie

Luca Jahier, Président, Groupe III Activités diverses, Italie

Evangelia Kekeleki, Groupe III Activités diverses, Grèce

Waltraud Klasnic, Groupe I Employeurs, Autriche

Henry Malosse, Président, Groupe I Employeurs, France

Juan Mendoza, Groupe II Travailleurs, Espagne

André Mordant, Groupe II Travailleurs, Belgique

Gintaras Morkis, Groupe I Employeurs, Lituanie

Pedro Narro, Groupe III Activités diverses, Espagne

Michal Pintér, Groupe I Employeurs, Slovaquie

Oliver Röpke, Groupe II Travailleurs, Autriche

Madi Sharma, Groupe I Employeurs, UK

Anne-Marie Sigmund, Groupe III Activités diverses, Autriche

Cveto Stantič, Groupe I Employeurs, Slovénie

Dana Štechová, Groupe II Travailleurs, République tchèque

Pavel Trantina, Groupe III Activités diverses, République tchèque

Yannis Vardakastanis, Groupe III Activités diverses, Grèce

Kathleen Walker Shaw, Groupe II Travailleurs, UK

Hans-Joachim Wilms, Groupe II Travailleurs, Allemagne



Office des publications

The EESC is on-line:

www.eesc.europa.eu



www.eesc.europa.eu/facebook/



www.eesc.europa.eu/twitter/



www.eesc.europa.eu/youtube/

blogs

Anna Maria Darmanin

www.eesc.europa.eu/anna-maria-darmanin/

President's Comment

www.eesc.europa.eu/staffan-nilssons-comment/



Comité économique et social européen

Unité Visites et publications

Tél. +32 25469604 | Fax +32 25469764

99, Rue Belliard

1040 Bruxelles

BELGIQUE

EESC-2011-35-FR



© Union européenne, 2012

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



En 2009, le CESE s'est vu décerner par l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement (IBGE) le prestigieux label "Entreprise écodynamique" en obtenant 3 étoiles, ce qui correspond au plus haut niveau de labellisation. Ce label récompense les entreprises pour leurs performances environnementales.

QE-32-11-790-FR-C

ISBN 978-92-830-1628-1



doi:10.2864/14148